

revue d'études comparatives
EST-OUEST

**INSTITUTIONS ET DÉMOCRATIE :
LES LEÇONS DE QUINZE ANNÉES
D'ÉCONOMIE DE LA TRANSITION**

**VOLUME 37 - N°1
MARS 2006**


**ARMAND
COLIN**

revue d'**études comparatives**
EST-OUEST

Adresse de la Rédaction

44, rue de l'Amiral-Mouchez
75014 PARIS

Tél. 33 (0)1 43 13 56 69

Mél : receo@ivry.cnrs.fr

Site internet : www.ivry.cnrs.fr/receo

Rédacteur en chef

Marie-Claude MAUREL

Secrétaire de la rédaction

Madeleine TCHIMICHKIAN

Secrétaire de la rédaction adjointe

Stéphanie CIRAC

Directeur de la publication

Arnaud NOURRY

N° Commission paritaire

0906 B 05811

ISSN

0338-0599

Périodicité

revue trimestrielle

Impression

Imprimerie Jouve

11, bd de Sébastopol 75001 Paris

Dépôt légal

Mars 2006, n° 395 845 N

© **Armand Colin**

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays. En application de la loi du 1er juillet 1992, il est interdit de reproduire, même partiellement, la présente publication sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

All rights reserved. No part of this publication may be translated, reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or any other means, electronic, mechanical, photocopying recording or otherwise, without prior permission of the publisher.

Créée en 1970 par le CNRS, de parution trimestrielle, la *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest* est éditée par Armand Colin. Elle publie des travaux originaux de recherche portant sur le champ géographique européen et post-soviétique. Elle privilégie les articles proposant des approches conceptuelles et explicatives, des contributions au débat théorique et accueille les recherches empiriques qui rendent compte de la pluralité et de la diversité des espaces nationaux. Par son approche comparative et pluridisciplinaire, la *RECEO* favorise la confrontation des idées, les échanges scientifiques et la coopération entre chercheurs des différentes disciplines des sciences sociales. Elle entend ainsi contribuer à la construction d'un espace européen de la recherche.

Comité de parrainage

Pierre BAUCHET, Jean BONAMOUR, Hélène CARRERE d'ENCAUSSE, Jean-Michel COLLETTE, François-Xavier COQUIN, Patrice GELARD, Pierre LAVIGNE, Michel LESAGE, Jean-Pierre SALTIEL, Georges SOKOLOFF.

Comité de rédaction

Bernard CHAVANCE, Anne GAZIER, Marie-Claude MAUREL, Mathilde MAUREL, Françoise MAYER, Georges MINK, Mirjana MOROKVASIC, Laure NEUMAYER, Boris PETRIC, Jean-Robert RAVIOT, Kathy ROUSSELET, Jacques SAPIR.

La *RECEO* est indexée dans ECONLIT® (Pittsburg, USA), CURRENT CONTENTS SOCIAL & BEHAVIORIAL SCIENCES® (Philadelphia, USA), SOCIAL SCIENCES CITATION INDEX® (Philadelphia, USA), PAIS INTERNATIONAL® (New York, USA), FRANCIS® (Vandœuvre, FR), ELSEVIER BIBLIOGRAPHIC DATABASES.

Articles en ligne

www.editions-sedes.com

VOLUME 34, 2003

- N° 1 • À la recherche d'une légitimité politique
• Crise de la santé publique à l'Est
- N° 2 Varia
- N° 3 Les réformes de la coopération à l'Est de
l'Union européenne
- N° 4 Recenser la Russie en 2002

VOLUME 35, 2004

- N° 1-2 Sortir de la transition bloquée :
Serbie-Monténégro
- N° 3 • Les identités en question
• Institutions et finances
- N° 4 Religions, identités et territoires

VOLUME 36, 2005

- N° 1 L'environnement à l'Est :
le modèle européen à l'épreuve
- N° 2 • Trajectoires territoriales et économiques
• Approches théoriques et méthodologiques
- N° 3 Les nouvelles frontières européennes à l'Est
- N° 4 Les pratiques religieuses
dans la Russie post-soviétique :
entre tradition et renouveau

revue d'études comparatives
EST-OUEST

VOL. 37, N° 1, MARS 2006

**INSTITUTIONS AND DEMOCRACY : THE LESSONS TO DRAW
FROM FIFTEEN YEARS OF TRANSITION ECONOMIES
Coordinator : Mathilde MAUREL**

Foreword	5
János KORNAI – The great transformation of central and eastern Europe: Success and disappointment	13
Daniel LABARONNE and Fahmi BEN ABDELKADER – Development as freedom: A MENA – CEECs comparative analysis	63
Mathilde MAUREL – An assessment of fifteen years of transition: The legacy, reforms and institutions	97
GÉRARD DUCHÊNE and Michaël GOUJON– Dedollarization: The experiences of Vietnam, Ukraine and Romania	127
Nauro F. CAMPOS – Never at noon: On the nature and causes of the transition shadow	165
 Reviews	
Leo MCCANN, <i>Economic Development in Tatarstan, Global markets and a Russian region</i> (Xavier LE TORRIVELLE).....	195
<i>Territoires d'Europe, la différence en partage</i> , sous la direction de Violette REY et Thérèse SAINT-JULIEN (Marie-Claude MAUREL).....	199
Roman KRAKOVSKÝ, <i>Rituel du 1^{er} mai en Tchécoslovaquie. 1948-1989</i> (Françoise MAYER).....	201
Dorena CAROLI, <i>L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique (1917-1937)</i> (Cécile LEFÈVRE).....	204
Abstracts	209

revue d'études comparatives
EST-OUEST

VOL. 37, N° 1, MARS 2006

INSTITUTIONS ET DÉMOCRATIE :

LES LEÇONS DE QUINZE ANNÉES D'ÉCONOMIE DE LA TRANSITION

Coordonnatrice : Mathilde MAUREL

Avant-propos	5
János KORNAI – La grande transformation de l'Europe centrale et orientale : succès et désillusions	13
Daniel LABARONNE et Fahmi BEN ABDELKADER – Le développement comme liberté : analyse comparative MENA – PECO	63
Mathilde MAUREL – Héritages, réformes, institutions : un bilan de quinze années de transition	97
Gérard DUCHÊNE et Michaël GOUJON – La dé-dollarisation : les expériences du Vietnam, de l'Ukraine et de la Roumanie	127
Nauro F. CAMPOS – Jamais à midi : sur la nature et les causes de l'informel dans la transition	165

Revue des livres

Leo MCCANN, <i>Economic Development in Tatarstan, Global markets and a Russian region</i> (Xavier LE TORRIVELLE)	195
<i>Territoires d'Europe, la différence en partage</i> , sous la direction de Violette REY et Thérèse SAINT-JULIEN (Marie-Claude MAUREL)	199
Roman KRAKOVSKÝ, <i>Rituel du 1^{er} mai en Tchécoslovaquie. 1948-1989</i> (Françoise MAYER)	201
Dorena CAROLI, <i>L'enfance abandonnée et délinquante dans la Russie soviétique (1917-1937)</i> (Cécile LEFÈVRE)	204
Abstracts	209

LA GRANDE TRANSFORMATION DE L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE : SUCCÈS ET DÉSILLUSIONS

JÁNOS KORNAI

Professeur émérite d'économie, Harvard University et Collegium Budapest ; Directeur de recherche honoraire, Central European University (kornai@colbud.hu).

Allocution du président au XIV^e Congrès mondial de l'Association économique internationale, Marrakech, Maroc, 29 août 2005. Je tiens à exprimer ici ma reconnaissance à Zdenek Kudrna qui, par sa collecte attentive d'une partie des données et ses utiles observations, m'a aidé à réaliser ce travail, à Philippe Aghion, Zsuzsa Dániel, Jean-Paul Fitoussi, Stephan Haggard et Gérard Roland qui ont lu et commenté la première version du texte ainsi qu'à Tamar Gendler, Noémi Peter, Katalin N. Szabó, László Szimonisz, László Tóth, István Gy. Tóth et János Varga qui ont collaboré aux recherches préliminaires de même qu'à la préparation et à la traduction en anglais du manuscrit.

RÉSUMÉ : L'auteur commence par examiner les changements survenus en Europe centrale et orientale dans le contexte de l'histoire mondiale. L'analyse historique comparative à laquelle il procède confirme sans l'ombre d'un doute que la transformation eut un caractère unique. Elle fut la seule transformation totale qui se déroula pacifiquement, sans violence et, en même temps, incroyablement vite, induisant des changements politiques et économiques conformes à la direction principale de la civilisation occidentale. À cet égard, sa réussite est exemplaire. Toutefois, du point de vue de la vie quotidienne, le résultat est moins probant. Une part considérable de la population est confrontée à de graves difficultés économiques. L'impression d'avoir beaucoup perdu est intensifiée par divers problèmes cognitifs. Si l'on se fonde sur l'expérience de la génération actuelle, il serait malvenu de qualifier ce changement de réussite indiscutable. Les deux approches sont justifiées mais il serait erroné de les confondre et de les évaluer à la même aune.

Classification JEL : P2 ; P3 ; P5

Mots-clés : Europe centrale et orientale, économies en transition, direction principale de la transformation politique et économique, problèmes cognitifs, convergence.

INTRODUCTION

Huit pays, devenus membres de l'Union européenne en 2004, font l'objet de cet article. Ce sont l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie. Je prendrai la liberté de les aborder comme un ensemble sous l'appellation d'Europe centrale et orientale ou de région centre et est-européenne, même si, évidemment, cela manque un peu de précision géographique. Tandis que j'écris ces lignes, l'Union européenne vit des temps difficiles et il est impossible de savoir de quoi l'avenir sera fait. L'influence, quelle qu'elle soit, que le destin de l'UE aura sur les huit pays en question est un sujet à part qui n'entre pas dans le cadre de cette étude. D'un autre côté, il serait utile d'examiner séparément la région dans son ensemble puisque la situation de chacun des pays qui la constituent a été, avant l'adhésion, scrutée dans ses moindres détails par divers organes de l'UE. Les adhésions peuvent être considérées comme des certificats de bonne conduite censés témoigner du fait que ces pays se sont dotés d'un système politique démocratique et d'une économie de marché en état de fonctionnement.

Après 1990, la dictature du Parti communiste a pris fin dans dix pays, à savoir l'Union soviétique et les pays qui étaient ses proches alliés dans les domaines économique et militaire tels que la Bulgarie, la Hongrie, la Mongolie, la Pologne, la République démocratique allemande, la Roumanie et la Tchécoslovaquie ; sans oublier l'ex-Yougoslavie et l'Albanie dont les liens avec l'URSS étaient déjà lâches à cette époque. L'idée ne m'effleure même pas de chercher à étudier ici la totalité de cet espace, ne serait-ce que parce que chaque pays se différencie énormément de l'autre, principalement du point de vue de ses structures politiques. Les huit pays sur lesquels porte mon analyse sont plutôt homogènes à cet égard. Néanmoins, bien qu'ils partagent certaines grandes caractéristiques avec le groupe élargi mentionné ci-dessus, ils ne peuvent être envisagés comme un « échantillon représentatif » de celui-ci. En circonscrivant mon sujet, j'ai fait un choix délibéré : j'ai décidé de privilégier la région où les réformes étaient les plus cohérentes et les plus profondes. S'agissant des huit nouveaux États membres, je me limiterai à l'examen de leurs similitudes et ne chercherai pas à recenser et expliquer les considérables différences qui les séparent.

Retournons vingt ans en arrière et souvenons-nous de l'état d'esprit et des attentes des habitants de cette région qui s'opposaient au système communiste. À l'époque, l'idée que leurs pays deviendraient dans un

avenir prévisible des économies de marché démocratiques tenaient pour eux du rêve inaccessible. Aujourd'hui pourtant, bien que ce rêve se soit réalisé, beaucoup d'entre eux sont déçus et amers.

Nombre de travaux, tant officiels qu'universitaires, ont déjà été publiés sur ce thème. Ils contiennent des données statistiques intéressantes qui révèlent beaucoup de choses sur la situation économique et politique de chacun des pays considérés ainsi que sur leur place relative. Des études remarquables, qui proposent des analyses causales de ces résultats, ont également paru¹. Je n'ai pas l'intention de résumer ce riche et fertile ensemble de textes pas plus que d'en confirmer ou d'en infirmer les conclusions. J'espère plutôt le compléter en me focalisant sur les aspects de la transformation qui n'ont pas encore bénéficié d'une attention suffisante.

Dans les développements qui suivent, je m'efforcerai tout particulièrement de séparer ma description des faits des jugements normatifs que je porterai sur eux et de la hiérarchisation des valeurs sous-jacentes à ces jugements. Cette démarche est indispensable à la fois pour comprendre les deux ensembles de données et pour saisir où précisément se situent les points de désaccord.

L'article comporte deux parties. Dans la première, j'examinerai la transformation dans une perspective historique ; dans la deuxième, je la contemplerai sous l'angle de la vie quotidienne de l'homme d'aujourd'hui.

1. DANS LE CONTEXTE DE L'HISTOIRE DU MONDE

Commençons par nous pencher sur les périodes historiques longues. Les unités de temps concernées seront relativement étendues puisque nous raisonnerons en décennies et même en siècles. Tout en continuant à faire de l'Europe centrale et orientale mon centre d'intérêt, j'observerai d'autres régions du monde à des fins de comparaison. Quant à la

1. Il existe plusieurs documents réalisés à la demande de l'Union européenne pour évaluer la situation des pays candidats. Par exemple, juste avant l'adhésion, une publication intitulée *Comprehensive Monitoring Report* (European Commission, 2004) a été compilée. Les rapports annuels de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (voir, entre autres, EBRD, 2002) jettent également sur ce sujet un éclairage intéressant. Mentionnons enfin les publications récentes de chercheurs souvent cités par les experts : CAMPOS & CORICCELI, 2002 ; CSABA, 2005 ; KOLODKO, 2000 ; KORNAI, 2000 ; ROLAND, 2000 ; STIGLITZ, 1999 ET SVEJNAR, 2002.

méthodologie employée dans la première partie, elle est résumée par le titre de l'ouvrage de Charles Tilly (1984) : *Big structures, large processes, huge comparisons*.

1.1. LA « DIRECTION PRINCIPALE » DE LA TRANSFORMATION ÉCONOMIQUE DANS LA CIVILISATION OCCIDENTALE

Au cours du dernier millénaire, diverses formes capitalistes de l'économie ont acquis une place croissante dans la civilisation occidentale². Dans l'Antiquité déjà, des traces de ce processus étaient visibles et, dès ses débuts, la société médiévale s'est édifiée sur certains des fondements ainsi jetés. Les institutions caractéristiques du capitalisme – la propriété privée, le travail salarié, l'achat et la vente de type marchand, un système de crédit et un ensemble de règles juridiques protégeant l'inviolabilité de la propriété privée et des contrats – se sont développées dans divers pays à des rythmes différents. La transformation institutionnelle fut intimement associée à des processus induisant de profonds changements tels que l'urbanisation, l'industrialisation et la commercialisation. Tous ces éléments réunis constituent ce que l'on nomme économie capitaliste³.

Les historiens n'ont pas réussi à tomber d'accord sur le moment où le Moyen Âge a pris fin et où a commencé l'époque moderne⁴. En outre,

2. Il n'entre pas dans le cadre de cet article de proposer une définition du terme de « civilisation occidentale », d'en énumérer les caractéristiques ou d'en fixer les limites. Il n'est utilisé ici que pour son pouvoir d'évocation. Dans la mesure où elle ne relève pas du sujet de mon étude, je laisse ouverte la question de savoir si les tendances circonscrites dans ce texte sont déjà présentes en dehors de l'espace assimilé le plus souvent à la « civilisation occidentale » ou si elles le seront à l'avenir.

Ce sont surtout les diverses écoles marxistes et néo-marxistes qui insistent sur le développement de l'économie capitaliste au cours de l'histoire (voir, par exemple, Brenner, 1976 et la littérature autour de ce qu'on a appelé le « Débat Brenner »). D'autres courants de la science historique, notamment les représentants de l'École française des Annales, reprennent cette approche. Je me réfère essentiellement aux travaux de Fernand Braudel (1972-1973, 1992) ainsi qu'aux écrits d'Immanuel Wallerstein (1974, 1979) dans lesquels il marie les idées de Braudel et les conclusions des écoles néo-marxistes.

3. Dans plusieurs de mes ouvrages, par exemple dans *The Socialist System* (1992), j'ai tenté d'en donner une définition plus précise. Je me contente ici d'une description générale du « capitalisme », suffisante pour inclure d'autres représentations et éviter un débat conceptuel.

4. En ce qui concerne la question de la périodisation et, en particulier, celle du début et de la fin du Moyen Âge, voir les publications significatives de Marc Bloch (1989), Jacques Le Goff (1982), Henri Pirenne (1937) et Peter Raeds (2001). Je suis reconnaissant à Gábor Klaniczay de m'avoir aidé à pénétrer la pensée des historiens ayant traité ce sujet ; son article de 2001 offre un panorama très complet de la littérature consacrée à la transition du Moyen Âge à l'époque moderne.

personne n'arrive même à s'entendre sur la question de savoir s'il existe un critère permettant de délimiter la fin et le début et, si oui, de quel domaine il relève : politique, économique ou religieux-idéologique-intellectuel. Cependant, le fait que c'est l'économie capitaliste qui domine dans ce que la plupart des historiens appellent l'époque moderne ou la modernité recueille un assez large consensus. L'économie est constamment en mouvement et en cours de transformation. Cette transformation suit une direction principale qui lui est propre : l'expansion de l'ordre économique capitaliste, expansion dont les effets s'intensifient au fur et à mesure.

La propagation du capitalisme fut lente et compliquée. Dans certains cas, des formes précapitalistes et capitalistes coexistent de manière stable. Dans d'autres, une forte accélération est suivie d'une stagnation, voire d'une régression. Par ailleurs, si une accélération se produit, ses causes peuvent être nombreuses : une révolution politique, l'émergence d'un grand homme d'État doté d'une propension à innover, de nouvelles règles créées par un groupe politique, des découvertes géographiques (telle la conquête du Nouveau monde) ou des innovations majeures comme la machine à vapeur, le chemin de fer et les applications de l'électricité.

Influencés par la théorie de Marx, les partis communistes souscrivaient, avant même d'arriver au pouvoir, à l'idée d'une direction principale de l'histoire économique. Toutefois, selon les marxistes, celle-ci devait mener au-delà du capitalisme. Les partis communistes lui reconnaissaient un rôle fondamental dans la création d'un système destiné à supplanter le capitalisme. Ils définirent formellement les critères de comparaison entre les deux systèmes : l'accroissement de la productivité du travail et ses éléments concomitants, en particulier le taux de croissance de la production et la hausse du niveau de vie.

La monumentale tentative de validation de cette thèse, qui a finalement échoué, a duré plus de soixante-dix ans en Union soviétique et environ quarante ans en Europe de l'Est. Durant la compétition entre les systèmes

(suite de la note 4) Lors d'une interview, Peter Burke, l'historien britannique réputé, déclara : « Personne ne parvient à s'accorder pour dire quand a débuté l'époque moderne... ». Peut-être que nous, économistes et autres spécialistes en sciences sociales qui vivons à l'heure actuelle, sommes trop proches des événements et avons, pour cette raison, pu tomber aussi facilement d'accord sur un point : la chute du mur de Berlin a marqué le début d'une ère nouvelle en Europe centrale et orientale. Ou, peut-être, les événements récents ont-ils été plus homogènes et mieux synchronisés que ceux survenus lors d'époques plus anciennes.

capitaliste et socialiste, il y eut des moments où même certains des partisans du premier ont commencé à douter. Souvenons-nous que dans les années postérieures à la Grande dépression de 1929, la plupart des pays développés ont brutalement plongé dans la récession pendant que le premier plan quinquennal de l'Union soviétique affichait des résultats spectaculaires et engendrait un taux de croissance élevé. Souvenons-nous également que le lancement du premier spoutnik fut perçu par beaucoup comme les prémices d'une ère qui consacrerait la supériorité technique et militaire soviétique. Pourtant, si nous mesurons ces événements à l'échelle de plusieurs décennies et examinons le système socialiste dans son entière durée, l'affaire est définitivement entendue : le capitalisme a prouvé qu'il était plus productif, plus innovant, que son taux de croissance était supérieur et qu'il engendrait une hausse plus élevée du niveau de vie. Le Tableau 1 compare la croissance des pays socialistes et capitalistes au cours des quatre décennies ayant précédé l'effondrement du bloc communiste. Les pays socialistes sont représentés par l'Union soviétique ainsi que par trois des nouveaux membres de l'UE (la Tchécoslovaquie, la Pologne et la Hongrie) tandis que l'économie capitaliste est incarnée par treize des autres membres de l'UE⁵. Le tableau indique clairement la supériorité croissante de l'économie capitaliste.

Je tiens à préciser qu'en écrivant cela, je ne prétends nullement que nous soyons parvenus à la fin de l'histoire pas plus que je n'exclue qu'un autre système puisse, à l'avenir, dépasser le capitalisme. Loin de moi l'idée de prophétiser. Cependant, il est indéniable que le socialisme existant (ou ayant existé jusqu'ici) a perdu la course avec le capitalisme existant (ou ayant existé jusqu'ici). Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur mais d'un fait objectif, statistiquement démontré : jusqu'à présent, dans le monde occidental, la tendance dominante de l'histoire est allée dans le sens d'une expansion du capitalisme.

La voie funeste et cruelle empruntée pour édifier le système socialiste n'a été qu'une déviation par rapport à la direction principale. Aujourd'hui, les pays d'Europe centrale et orientale ont changé de cap. Après être sortis de l'impasse il y a quinze ans, nous avons résolument rejoint la grand-route. Ce constat étant fait, la question – étroitement liée – consistant à se demander s'il faut y voir un succès reste ouverte et il n'est possible d'y répondre que par un jugement de valeur. J'y reviendrai ultérieurement.

5. Le Luxembourg et l'Allemagne de l'Ouest ne figurent pas dans le tableau faute de données disponibles.

TABLEAU 1
Les taux de croissance dans les pays socialistes et capitalistes

<i>pays</i>	<i>PIB par tête</i>			<i>Taux de croissance moyens du PIB par tête</i>			
	<i>(1990, en dollars internationaux)</i>		<i>(1950 = 100)</i>	<i>(en %)</i>			
	<i>1950</i>	<i>1989</i>	<i>1990</i>	<i>1950</i>	<i>1960</i>	<i>1970</i>	<i>1980</i>
Hongrie	2 480	6 903	278	4,0	3,8	2,1	1,0
Pologne	2 447	5 684	232	2,4	3,2	3,4	-0,4
Tchécoslovaquie	3 501	8 768	250	3,9	2,9	2,1	1,2
URSS	2 841	7 098	250	3,4	3,6	2,2	0,9
<i>Socialistes-4</i>	<i>2 819</i>	<i>7 013</i>	<i>239</i>	<i>3,3</i>	<i>3,5</i>	<i>2,3</i>	<i>0,8</i>
Autriche	3 706	16 369	442	6,3	4,2	3,9	2,0
Belgique	5 462	16 744	307	2,4	4,2	3,3	1,9
Danemark	6 943	18 261	263	2,9	3,8	2,0	1,8
Espagne	2 189	11 582	529	3,5	7,1	4,2	2,5
Finlande	4 253	16 946	398	3,3	4,4	3,3	3,2
France	5 271	17 730	336	3,7	4,6	3,0	1,7
Grèce	1 915	10 086	527	5,0	6,6	4,4	1,3
Irlande	3 453	10 880	315	1,7	4,2	3,2	2,7
Italie	3 502	15 969	456	5,6	5,4	2,9	2,3
Pays-Bas	5 996	16 695	278	2,8	4,0	2,5	1,3
Portugal	2 086	10 372	497	3,1	6,0	4,5	3,0
Royaume-Uni	6 939	16 414	237	1,7	2,5	2,2	2,2
Suède	6 739	17 593	261	2,5	3,8	2,0	1,8
<i>UE-13</i>	<i>4 688</i>	<i>15 519</i>	<i>337</i>	<i>3,2</i>	<i>4,3</i>	<i>2,9</i>	<i>2,1</i>

Notes : Les données pour le Luxembourg ne sont pas disponibles. Les données pour l'Allemagne ont été exclues car elles n'étaient disponibles que pour l'Allemagne dans ses frontières (unifiées) de 1991. Le chiffre pour 1949 permettant de calculer la croissance par tête en 1950 n'était pas disponible pour la Pologne ; le taux de croissance moyen enregistré au cours des années 1950 couvre la période 1951-1959.

Source : Base de données de l'OCDE utilisée dans MADDISON, 2003.

La hausse de la productivité et des taux de croissance n'a pas été immédiate, la transition vers le nouveau système économique ayant débuté par un fort ralentissement. À l'heure actuelle, toutefois, la croissance s'est accélérée. Dans six des huit pays examinés, le taux de croissance a été très supérieur ces dix dernières années à son niveau de la décennie antérieure à 1990 (voir Tableau 2). Au cours de la période 1995-2003, le PIB par tête

ainsi que la productivité du travail (PIB par personne active) et la consommation réelle par habitant ont, dans la région où sont situés les huit nouveaux membres, crû à un rythme beaucoup plus élevé que dans les autres pays membres de l'UE (voir Tableau 3). L'écart est particulièrement impressionnant en ce qui concerne la productivité du travail : elle s'accroît à un rythme supérieur de plus de quatre fois à celui des anciens membres.

TABLEAU 2
*La croissance avant et après 1989
et après la récession transformationnelle*

	Indice PIB (PMN avant 1990)				Taux de croissance annuel moyen	
	(1989 = 100)				(%)	
	1980	1990	1995	2003	1980 - 1989	1995 - 2003
Estonie	75	92	66	101	3.2	5,5
Hongrie	86	97	86	116	1.7	3,8
Lettonie	69	103	51	79	4.2	5,6
Lituanie	65	97	56	81	4.9	4,7
Pologne	91	88	99	135	1.1	4,0
Rép. tchèque	85	99	94	106	1.8	1,5
Slovaquie	85	98	84	117	1.8	4,2
Slovénie	99	92	89	120	0.1	3,8
ECO-8	86	94	91	121	1,7	3,6
UE-15	..	103	111	132	..	2,2

Notes : Les taux de croissance de l'ECO-8 antérieurs à 1990 sont fondés sur le produit matériel net (PMN) utilisé par les pays socialistes pour calculer la croissance. Le chiffre de 1980 pour les République tchèque et slovaque est celui de la Tchécoslovaquie.

Sources : Fondé sur UN Economic Commission for Europe (UN ECE), *Economic Survey of Europe*, 2001, n° 1, p. 254 et sur UN ECE, *Economic Survey of Europe*, 1999, n° 1, Tableau A.1. ; actualisé à partir de UN ECE, *Economic Survey of Europe*, 2005, n° 1, p. 117.

TABLEAU 3
Taux de croissance moyens pour les années 1995-2003 (en %)

	Croissance du PIB réel moyen par tête	Croissance moyenne de la productivité du travail	Croissance moyenne de la consommation par tête
Estonie	6,6	6,6	7,3
Hongrie	4,1	3,2	4,5
Lettonie	7,3	8,2	7,6
Lituanie	6,3	6,6	7,1
Pologne	4,2	4,8	4,5
Rép. tchèque	2,2	2,6	3,0
Slovaquie	3,9	3,6	3,7
Slovénie	3,8	3,3	2,6
<i>ECO-8</i>	<i>4,0</i>	<i>4,2</i>	<i>4,3</i>
Allemagne	1,2	0,9	1,0
Autriche	2,0	1,7	1,3
Belgique	1,9	1,3	1,7
Danemark	1,7	1,5	1,0
Espagne	2,8	-0,2	2,9
Finlande	3,4	2,3	3,0
France	1,8	1,2	1,8
Grèce	3,6	2,5	2,7
Irlande	6,0	3,6	4,2
Italie	1,3	0,3	1,7
Luxembourg	3,9	3,4	2,6
Pays-Bas	1,7	0,7	1,8
Portugal	1,8	0,2	2,1
Royaume-Uni	2,5	1,7	3,2
Suède	2,4	2,0	2,1
<i>UE-15</i>	<i>1,8</i>	<i>0,9</i>	<i>1,9</i>

Source : Economist Intelligence Unit – Country Data (www.eiu.com).

Restons prudents en interprétant ces données. À ce stade de notre analyse, nous voulons comparer un système avec un autre système, les attributs permanents d'un système avec les attributs permanents de l'autre. À l'aune de l'histoire, il ne s'agit que d'un très bref laps de temps. Nous ignorons dans quelle mesure cette croissance rapide est imputable à l'utilisation, par le nouvel ordre économique, de réserves cachées qui n'avaient pas été exploitées par le système antérieur, notoirement inefficace. Les taux de croissance élevés pourraient être partiellement attribués au fait qu'une forte récession est généralement suivie d'une reprise rapide. Ces réserves avérées, facilement mobilisables, vont cependant s'épuiser tôt ou tard. Ce serait se fourvoyer que de tirer des conclusions définitives de données couvrant une seule décennie. Nous avons besoin de temps pour démontrer de manière convaincante et sans la moindre ambiguïté la supériorité du nouveau système capitaliste. Toutefois, à en juger du passé, l'optimisme nous paraît de rigueur en ce qui concerne son potentiel de croissance.

1.2. LA DIRECTION PRINCIPALE DE LA TRANSFORMATION POLITIQUE DANS LA CIVILISATION OCCIDENTALE

Au cours des derniers siècles, la direction principale de la transformation de la civilisation occidentale fut perceptible non seulement dans la sphère économique mais encore dans la sphère politique. À côté du pouvoir monarchique absolu soutenu par les Églises, l'on décelait quelques signes avant-coureurs de la démocratie. Il s'agissait notamment des diverses organisations et formes de représentation administrativement autonomes, dont bénéficiaient les bourgeoisies urbaines, ainsi que d'une partie des institutions ecclésiastiques. Dans certains pays, des lois limitant l'absolutisme royal furent adoptées et les premiers éléments du parlementarisme – des versions « éclairées » de la monarchie – firent leur apparition. Plus tard, des droits en nombre toujours croissant furent accordés au Parlement et le droit de vote s'étendit à une partie toujours croissante de la population. Les institutions du régime parlementaire démocratique moderne prirent forme et se renforcèrent. Au fil des siècles, de plus en plus de pays devinrent des démocraties.

En liaison étroite avec les changements du système politique, un pourcentage constamment en hausse de la population a pu jouir de ses droits fondamentaux, de la liberté de parole, de la liberté d'association et du droit de participer au processus de décision. Les discriminations fondées sur des critères tels que le sexe, la race, la religion, etc. furent progressivement proscrites.

Nombre d'auteurs ont décrit les « vagues » de démocratisation qui se sont succédé durant la seconde moitié du XXe siècle⁶. La troisième déferla sur l'Europe méridionale, l'Amérique latine et l'Asie à partir des années 1970 et jusqu'à la fin des années 1980 ; la quatrième, dont nous venons d'être témoins, est celle qui a suivi l'effondrement des régimes communistes soviétique et est-européens⁷.

Bien évidemment, la trajectoire historique diffère d'un pays à l'autre. Comme je l'ai précisé plus haut, le cheminement vers la démocratie peut marquer un temps d'arrêt, voire s'inverser. Mais même un changement aussi cataclysmique que la montée de Hitler au pouvoir, qui a conduit à l'anéantissement de millions et millions de personnes et à un désastre sans précédent, s'avère n'avoir été – à l'échelle historique – qu'un écart temporaire par rapport à la voie principale. En fin de compte, c'est celle-ci qui l'a emporté.

Étant donné notre sujet, il nous faut examiner de près l'ascension au pouvoir du Parti communiste. Celle-ci est inextricablement liée à l'« écart » mentionné à l'instant, à savoir que, dans les pays où les communistes ont pris le pouvoir, ils ont fait sortir de ses rails le système économique et imposé leur programme à la société. Cela leur a été possible parce qu'ils s'étaient emparés du pouvoir politique et avaient instauré un régime totalitaire et dictatorial.

Ces quinze dernières années, l'espace centre et est-européen a réussi à s'extraire de l'impasse politique et à retrouver, comme dans la sphère économique, la direction principale. Bien qu'on ait beaucoup débattu de la solidité de l'ordre démocratique existant et de la mesure dans laquelle il satisfaisait à diverses exigences, il nous paraît suffisant, pour mener à bien la présente étude, d'appliquer les critères « minimaux » de la démocratie. Le « minimum démocratique » est atteint si le gouvernement d'un pays accède au pouvoir à la suite d'une compétition électorale visant à obtenir les suffrages des citoyens et si ces derniers peuvent l'amener à quitter ses fonctions selon des procédures civilisées⁸, sans qu'une révolution de palais, un coup

6. Je voudrais en signaler quelques-uns au sein d'une abondante littérature : HAGGARD & KAUFMAN, 2005 ; HUNTINGTON, 1991 ; O'DONNELL, SCHMITTER & WHITEHEAD, 1988 et PRZEWORSKI, 1991.

7. Voir par exemple, OFFE, 1996 et MCFAYL, 2002.

8. Schumpeter (1942) a introduit dans le champ de la philosophie politique ce critère qui place au premier rang la procédure d'accession et de sortie du pouvoir. M'inspirant de la démarche de Schumpeter, j'ai – dans mon étude (1998) sur le changement de régime post-socialiste – proposé comme un test facile à appliquer le remplacement du gouvernement après une élection législative. Dans son ouvrage, Susan Rose-Ackerman (2005) a qualifié très justement ces approches fondées sur la procédure d'interprétation « minimaliste » de la démocratie. S'agissant des interprétations de la démocratie, voir encore DAHL, 1971 et SCHMITTER & KARL, 1991.

d'État militaire, un assassinat ou une révolution s'avèrent nécessaires. Des élections organisées dans le cadre de la concurrence politique et associées à la garantie d'autres droits civiques créent les procédures et les mécanismes permettant d'écarter les dirigeants et de confier le pouvoir à d'autres. Ce système exclut la tyrannie. Il est vrai qu'au-delà de ces critères minimaux, on pourrait exiger que plusieurs conditions supplémentaires soient remplies au sein d'une démocratie consolidée et florissante. N'oublions pas cependant que, pour celui qui vient d'être arraché aux griffes de la tyrannie, ce minimum démocratique compte énormément. Dans le travail de recherche présenté ici, nous avons appliqué le test suivant : le processus d'accession au pouvoir satisfait au minimum démocratique si, à la suite des élections organisées depuis 1989, le gouvernement en exercice a été remplacé au moins deux fois. L'Europe centrale et orientale franchit aisément le seuil numérique retenu dans le test : dans chacun des huit pays considérés, trois élections au moins ont abouti à une alternance après un processus électoral policé et l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement démocratiquement élu. Ainsi que l'illustre le Tableau 4, sur les trente-huit élections qui ont départagé les partis politiques, trente ont débouché sur un renouvellement du parti ou de la coalition au pouvoir et sur un changement de gouvernement.

TABLEAU 4
Les « renvois électoraux »

	<i>Élections 1989-2004</i>	<i>« Renvois électoraux »</i>	<i>Années des renvois</i>
Estonie	5	4	1990, 1995, 1999, 2003
Hongrie	4	4	1990, 1994, 1998, 2002
Lettonie	5	4	1990, 1995, 1998, 2002
Lituanie	5	4	1990, 1993, 1996, 2000
Pologne	4	4	1991, 1993, 1997, 2001
Rép. tchèque	5	3	1990, 1992, 1998
Slovaquie	5	4	1990, 1992, 1994, 1998
Slovénie	5	3	1990, 1993, 2004
<i>ECO-8</i>	<i>38</i>	<i>30</i>	

Note : Il y a « renvoi électoral » quand (i), une recomposition majeure de la coalition au pouvoir a lieu après les élections, y compris (ii) un changement du chef de gouvernement et (iii) une certaine redéfinition des priorités politiques ; pour des explications détaillées, voir le site de Zdenek Kudrna : ies.fsv.cuni.cz/~kudrna/MemoTable4.pdf

Source : Compilé à partir de l'Economist Intelligence Unit – *Country reports* (www.eiu.com).

Les deux types de changements historiques analysés jusqu'ici sont liés l'un à l'autre de manière asymétrique. L'émergence d'une économie capitaliste ne garantit pas automatiquement celle d'une démocratie. Il a existé et existe des pays où le système économique est capitaliste mais où le système politique ne remplit pas les conditions minimales de la démocratie. Une économie capitaliste peut effectivement être compatible avec un régime politique partiellement ou même entièrement dictatorial. Mais cette non-dépendance ne joue pas en sens inverse : la démocratie ne peut devenir une forme permanente de la gouvernance politique que là où l'économie opère dans le cadre d'un système capitaliste. Il n'y a pas de démocratie sans capitalisme⁹.

Nous sommes à présent en mesure d'admettre le fait suivant, dépourvu de jugement de valeur : la nouvelle structure politique de l'Europe centrale et orientale reflète la direction principale de la trajectoire historique des deux derniers millénaires. Qu'il faille s'en réjouir et, si oui, pourquoi sont des questions sur lesquelles nous reviendrons ultérieurement.

L'idée que les changements économiques et politiques à grande échelle vont dans une direction spécifique est défendue par certains courants en histoire et autres sciences sociales, tandis que d'autres la réfutent. J'ai tenté de me distancier des interprétations rigides et unilatérales de cette thèse car, pour moi, rien ne prouve l'existence d'une évolution simple, linéaire et unidirectionnelle. J'ai bien insisté sur le fait que, dans la sphère économique aussi bien que politique, peuvent survenir une stagnation et des retours en arrière de même que peuvent coexister en permanence divers systèmes économiques et politiques¹⁰. Mais ces constatations ne rendent pas pour autant obsolète l'un des fils conducteurs de ce texte, à savoir que l'on peut discerner la direction principale des changements tant dans le domaine des institutions

9. Sur le lien entre démocratie et capitalisme, plusieurs thèses extrêmement conflictuelles ont été avancées au fil des ans. Pour moi, l'argument le plus convaincant est celui selon lequel le capitalisme est une condition nécessaire mais non suffisante de la démocratie. Parmi les grands classiques de la littérature sur ce sujet, Hayek (1944) adhère à cette proposition tandis que Schumpeter (1942) pensait que la démocratie pouvait se développer en l'absence du capitalisme. Sur ce lien, lire aussi RUESCHEMEYER & STEPHENS, 1992 et USHER, 1981.

10. Je tiens à répéter que mes vues relatives à la direction principale ne concernent que la « civilisation occidentale ». Je n'essaie pas d'appliquer mécaniquement ce concept à d'autres civilisations. Une telle comparaison dépasserait le cadre de cet article.

économiques que dans celui des institutions politiques. La transformation qui s'est produite après la chute des régimes soviétique et est-européens apporte un élément supplémentaire, nouveau et important, au débat sur la direction principale.

1.3. SIX CARACTÉRISTIQUES

Comme point de départ de la poursuite de l'analyse, je voudrais rappeler brièvement les six caractéristiques majeures de la transformation intervenue en Europe centrale et orientale ces quinze dernières années.

1 et 2. Les changements se sont opérés selon la *direction principale* du développement de la civilisation occidentale : dans la sphère économique, en direction de l'*économie capitaliste* et, dans la sphère politique, de la *démocratie*.

3. La transformation fut *totale et simultanée* dans toutes les sphères de la société : l'économie, le système politique, l'idéologie, le système juridique et la stratification de la société.

4. La transformation fut *non violente*.

5. La transformation s'est produite de manière *pacifique*. Elle ne fut pas précédée d'une guerre et les changements ne furent pas imposés à la société à la suite d'une occupation militaire étrangère.

6. La transformation a eu lieu à une *vitesse inouïe* dans un laps de temps de dix à quinze ans.

Elle n'était pas la première « grande transformation » de l'histoire mondiale pour reprendre une expression de Karl Polanyi¹¹. Cet auteur avait également mis l'accent sur le fait que, comme l'histoire nous l'a enseigné, d'autres « grandes transformations » s'étaient produites à différentes époques et dans différentes régions du monde, des transformations radicales menant d'un type de formation à un autre. Des six caractéristiques énumérées ci-dessus, trois ou quatre sont perceptibles dans les autres processus de transformation. Mais la présence simultanée de l'ensemble des six caractéristiques est unique dans l'histoire mondiale.

11. Il s'agit du titre de l'ouvrage le plus connu de Karl Polanyi : *The Great Transformation* (1962).

Qu'on me permette d'émettre cette conclusion dès à présent. Je l'étayerai ci-dessous en me fondant sur des comparaisons historiques.

1.4. COMPARAISONS HISTORIQUES

Je comparerai cinq types de « grandes transformations » avec ce qui s'est passé en Europe centrale et orientale. Il est évident qu'en procédant ainsi, on est très loin d'épuiser toutes les possibilités de comparaison et qu'un certain nombre de cas intéressants et mémorables sont laissés de côté (entre autres, les changements en cours en Russie depuis les quinze dernières années, la conversion en démocraties des dictatures de l'Europe méridionale ou, pour citer un exemple tout récent, les changements qui s'opèrent en Irak depuis la chute de Saddam Hussein). Quoi qu'il en soit, les cinq cas de transformation que nous allons scruter sont riches d'enseignements. Il n'est pas facile de saisir la structure logique de ces comparaisons. Pour faciliter la tâche du lecteur, le Tableau 5 en propose une vue d'ensemble comparative.

A. Commençons par la transformation que nous évaluons ici en la comparant avec celle qui l'avait précédée et avait pris la direction opposée : la destruction du système capitaliste et l'édification d'un système socialiste. Pour rester bref, je me limiterai à l'histoire soviétique. On constate une similarité du point de vue de la caractéristique n° 3 : dans ce cas également, des changements simultanés ont induit la transformation de toutes les sphères de la société. La similarité est saisissante en ce qui concerne la caractéristique n° 6, c'est-à-dire la rapidité avec laquelle les changements ont eu lieu. Le Parti communiste s'est emparé du pouvoir en 1917 et la « grande transformation » était achevée à la fin de 1932 avec la collectivisation de l'agriculture et l'élimination quasi totale de la propriété privée des moyens de production. Il n'a fallu que quinze ans pour mettre en place tout ce qui était nécessaire à la création de ce que l'on a appelé le « socialisme classique »¹².

12. S'agissant de la caractéristique n° 5, en Union soviétique, la transformation révolutionnaire n'a pas été dictée par des occupants étrangers mais par les acteurs politiques du pays. En Europe de l'Est, la situation était différente puisque les dirigeants du régime soviétique étaient l'autorité politique suprême et qu'ils imposaient leur volonté. Personne ne pouvait refuser d'obéir à leurs ordres en raison de l'occupation militaire soviétique.

TABLEAU 5
Comparaison des caractéristiques

Caractéristiques	A. <i>Europe centrale et orientale</i>	B. <i>Transformation de l'Union soviétique : du capitalisme au socialisme</i>	C. <i>Hongrie : restauration de Horthy Chili : restauration de Pinochet</i>	D. <i>Chine : transformation après Mao</i>	D. <i>Allemagne de l'Ouest : transformation après la Seconde Guerre mondiale</i>
1. Dans la direction principale du développement du système économique ?	Oui	Non	Oui	Oui	Oui
2. Dans la direction principale du développement du système politique ?	Oui	Non	Non	Non	Oui
3. Simultanéité dans toutes des sphères ?	Oui	Oui	Oui	Non	Non
4. Sans violence ?	Oui	Non	Non	Oui	Non
5. Sans occupation militaire étrangère ?	Oui	Oui	Oui	Oui	Non
6. Rapide ?	Oui	Oui	Oui	Non	Oui

La différence frappante réside dans les caractéristiques n° 1, n° 2 et n° 4. À la fin de la Première Guerre mondiale, la Russie était sur le point de s'engager sur la voie menant à l'instauration d'une démocratie parlementaire de type occidental. Une révolution sanglante renversa le pouvoir, le tsar et sa famille furent assassinés et l'élite du régime précédent exécutée ou envoyée dans des camps de travail forcé. Un nouvel ordre politique et social fut imposé à la société par la violence et la terreur. Ce processus fut exactement à l'opposé des révolutions de velours de 1989-1990 et de la nature non violente de la transformation en cours.

Dans la suite du texte, je vais me cantonner aux transformations qui partagent la caractéristique n° 1 avec celles que nous observons en Europe centrale et orientale, en d'autres termes celles où l'économie évolue conformément à la direction principale du changement (ou, du moins, ne s'en détourne pas).

B. La caractéristique n° 4 – la nature non violente de la transformation – ne peut être considérée comme allant de soi. Il convient d'illustrer ce point par deux exemples historiques.

Après la Première Guerre mondiale, les communistes, qui avaient pour chef Béla Kun, s'emparèrent du pouvoir en Hongrie et instaurèrent la République soviétique hongroise. Quelques mois plus tard, sous la direction de l'amiral Miklós Horthy, qui devint ensuite Gouverneur (c'est-à-dire chef de l'État), le pouvoir communiste fut vaincu et l'ordre capitaliste antérieur restauré. Pendant les premiers mois du régime, la Terreur blanche se substitua à la Terreur rouge. Lynchages, pendaisons et emprisonnements firent partie intégrante de la transition et plusieurs années furent nécessaires pour parvenir à un semblant de consolidation politique.

Le deuxième exemple est celui du Chili. Dans ce pays, le président Allende et son gouvernement s'engagèrent sur une voie qui aurait vraisemblablement pu mener à l'instauration d'un régime socialiste. Mais avant même d'être venu à maturité, celui-ci fut anéanti en 1973 par un coup d'État militaire dirigé par le général Pinochet. L'esprit de vengeance, les représailles extra-judiciaires, les assassinats politiques et la torture marquèrent la tentative de restauration du système économique antérieur à Allende. Ce n'est qu'au prix de grandes souffrances et au bout de longues années que les institutions démocratiques purent recommencer à se développer au Chili.

Comparons ces deux épisodes historiques avec ce qui vient de se passer en Europe centrale et orientale. Dans les huit pays étudiés ici, les hommes poli-

tiques de l'ancien régime n'ont été ni exécutés ni emprisonnés et aucune campagne de représailles ne fut lancée contre eux. Dans plusieurs de ces pays, où l'on réfléchissait à une nouvelle Constitution, les chefs de l'ancien parti dirigeant et les nouveaux leaders de l'opposition, qui s'apprêtaient à prendre le pouvoir, discutèrent civilement ensemble. Le changement de régime eut lieu sans effusion de sang et sans chaos au plus haut niveau de l'État.

Comme pour les cas précédents, mon objectif a jusqu'ici consisté à présenter les faits ; leur évaluation interviendra dans les sections suivantes.

C. L'éradication du socialisme se poursuit dans les régions situées au sud et à l'est des huit pays considérés. Compte tenu de la démarche que j'ai adoptée, il serait logique que j'analyse un à un tous les processus de transformation afin de les comparer. Faute de place, cependant, je me limiterai à comparer les changements survenus en Europe centrale et orientale à ceux d'un pays, la Chine. Bien entendu, seul l'avenir dira jusqu'où va aller la tendance au développement d'une économie capitaliste en Chine et quel degré de cohérence elle aura.

S'agissant de la caractéristique n° 1 – et ce point est fondamental –, les transformations chinoise et centre/est-européenne sont identiques : toutes deux vont dans le sens principal de l'histoire, celui d'une progression vers l'économie capitaliste.

La différence la plus notable s'observe, toutefois, au niveau de la caractéristique n° 2. En ce qui concerne le système politique, l'Europe centrale et orientale suit la voie dominante de la civilisation occidentale : elle s'est séparée du précédent régime pour s'acheminer vers la démocratie et le respect des droits de l'homme. En Chine, au contraire, le Parti communiste a conservé le monopole du pouvoir avec, pour conséquences, la répression et la limitation des droits et libertés fondamentaux. Alors que de substantiels changements sont en cours dans pratiquement toutes les sphères de la société, rien ne nous permet d'y voir ne serait-ce qu'une amorce de la simultanéité mentionnée dans la caractéristique n° 3.

Pour ce qui est de la caractéristique n° 4 – la non-violence –, la trajectoire de la Chine offre aussi un contraste saisissant. On ne peut parler d'une révolution de velours. Après la mort du tyran Mao Tsé-toung, les nouveaux dirigeants se sont montrés implacables avec son entourage proche. Quand les revendications des étudiants de Pékin sont allées trop

loin par rapport au rythme du changement prescrit par les autorités du pays, les manifestations furent réprimées par les forces armées. Ceux qui professent des opinions déplaisant au Parti sont jetés en prison.

Du point de vue de la caractéristique n° 5, aucune différence majeure n'est constatée : à l'instar de l'Europe centrale et orientale, les changements ne sont pas dictés à la Chine par une intervention militaire extérieure. Tout changement quel qu'il soit est imposé de l'intérieur.

En revanche, en ce qui concerne la caractéristique n° 6, la différence est énorme : le cours des changements institutionnels est nettement plus lent en Chine qu'en Europe centrale et orientale.

D. Pour finir, examinons la transformation de l'Allemagne de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale. Commençons par les caractéristiques n° 1 et 2. Sous le régime nazi, le système économique capitaliste s'est, pour l'essentiel, perpétué mais le système politique a radicalement dévié de la voie principale. Eu égard à la caractéristique n° 3, une transformation complète n'était pas nécessaire et elle fut donc partielle. Les différences les plus marquantes apparaissent dans les caractéristiques n° 4 et n° 5. Il est évident que la transformation ne pouvait se faire sans violence. Il a fallu détruire le régime nazi en menant une guerre qui exigea de lourds sacrifices, puis punir les responsables des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Les Alliés occupèrent le pays pendant de longues années. La création des institutions démocratiques fondamentales fut imposée de l'extérieur conformément aux dispositions du Traité de paix que les armées d'occupation alliées s'employèrent à faire respecter. Cela servit de point de départ aux réformes entreprises par les acteurs nationaux. Quant à la caractéristique n° 6 – la vitesse mesurée à l'échelle historique –, la démocratie s'ancrea en très peu de temps.

E. Après être parvenu au terme de ces comparaisons, il est temps de retourner à notre sujet initial : le processus séculaire qui a conduit à la formation de l'économie capitaliste et de la démocratie. De fait, plusieurs caractéristiques de ces transformations majeures correspondent à certaines caractéristiques de la (comparativement « petite ») transformation en cours en Europe centrale et orientale. Par définition, les caractéristiques n° 1 et 2 sont identiques puisque c'est des grandes transformations historiques qu'a été déduite la « direction principale ». Concernant la caractéristique n° 3, si nous considérons la totalité des changements, il est incontestable que la transformation économique et politique a affecté toutes les sphères de l'activité sociale. Cependant, si notre raisonnement

porte non sur des siècles mais sur une période beaucoup plus courte, la simultanéité observée en Europe centrale et orientale ces dix à quinze dernières années est absente. Selon un enchaînement variable dans chaque pays et avec des décalages dans le temps différents, les événements se sont accélérés dans la sphère politique ou dans le domaine religieux-intellectuel-idéologique ou, encore, dans l'économie. S'agissant des caractéristiques n° 4 et n° 5, les pays et les périodes se différencient en fonction soit de la nature pacifique ou dénuée de violence des changements, soit de leur accélération à la suite d'un soulèvement meurtrier, d'une révolution, d'une guerre et d'une conquête par des puissances étrangères. Certaines écoles d'historiens soutiennent que l'époque moderne a débuté avec la découverte (entendons, la conquête) de l'Amérique tandis que d'autres la datent de l'éclatement de la Révolution française de 1789, laquelle a rapidement versé dans la terreur.

La caractéristique n° 6 est celle, bien sûr, où la différence est la plus grande. Le capitalisme a pris des siècles pour devenir le système économique dominant de tout un pays. Une évolution séculaire a précédé l'avènement de la démocratie parlementaire. En revanche, en Europe centrale et orientale, ces deux processus se sont accomplis à une vitesse incroyable.

Au regard de l'histoire, la transformation de l'Europe centrale et orientale fut en effet extrêmement rapide. Il faut néanmoins rappeler qu'il y eut des hommes politiques et des experts économiques qui préconisèrent des changements encore plus prompts. Les pays furent encouragés à se concurrencer les uns les autres. D'aucuns parièrent sur les résultats comme s'ils étaient sur un champ de courses : dans quel pays la privatisation sera-t-elle achevée en premier ? quand les Tchèques, les Hongrois ou les Polonais franchiront-ils la ligne d'arrivée : à la fin de la sixième ou de la neuvième année ? Si nous abordons ces événements dans le temps long, l'étrangeté d'une telle compétition ne saurait nous échapper.

Une partie de la population considéra, elle aussi, cette course avec suspicion. Lors d'un projet de recherche international destiné à déterminer la hiérarchie individuelle des valeurs, on demanda aux citoyens de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale où allait leur préférence : à une réorganisation radicale de la société dans le cadre d'une révolution ou à une amélioration progressive *via* des réformes. 75 % des Tchèques, 82 % des Slovènes et 67 % des Lituaniens optèrent pour la seconde solution (voir Halman, 2001, p. 170).

1.5. LES FACTEURS ACCÉLÉRANT LE PROCESSUS DE TRANSFORMATION

L'analyse comparative des six caractéristiques mériterait une étude à part. Ici, je n'en examinerai qu'une, la sixième. Ayant constaté que la transformation graduelle des dix à quinze dernières années avait été exceptionnellement rapide, il reste à se demander ce qui a permis cette vitesse remarquable.

1. De prime abord, nous sommes tentés de répondre par une banalité : il est plus facile de réaliser quelque chose pour la deuxième fois que d'avoir tout à inventer la première. La reconstruction d'économies en ruine a toujours été plus rapide que leur construction initiale.

Cependant, l'argument de la « restauration » n'a qu'une validité partielle. Prenons le savoir et l'expérience. Les individus qui, dans leur jeunesse, avaient acquis une certaine expérience dans les domaines économique ou politique étaient proches de l'âge de la retraite quand la transformation débuta ; la plupart de ceux qui avaient été actifs durant la période pré-socialiste étaient déjà morts ou retraités. Ce type de savoir n'est pas génétiquement transmissible et les familles où les connaissances accumulées en économie, en affaires ou en politique avaient été transmises par les parents à leurs enfants étaient rares. Dans les esprits et les manières de penser des individus, ce n'était nullement de la « restauration » d'un savoir ancien qu'il était question mais de l'acquisition d'un savoir nouveau.

L'on trouve néanmoins de nombreux contre-exemples. Tout au long de l'époque socialiste, des familles ont su préserver les valeurs traditionnelles et les ont léguées aux générations suivantes. Il arrive que les petits-enfants reprennent d'une façon ou d'une autre l'activité de leurs grands-parents. Le système socialiste ayant anéanti les institutions politiques, économiques et sociales de l'ancien régime, celles-ci ne furent pas rétablies instantanément. Pourtant, là encore, des contre-exemples existent.

En somme, l'on peut avancer que si la transformation a été accélérée par le fait que, à de nombreux égards, il fut possible de revenir aux traditions, comportements et institutions antérieurs pour s'en servir comme point de départ, ce retour en arrière ne fut en aucun cas le facteur d'accélération le plus puissant.

2. Une proportion significative d'individus tend instinctivement à s'occuper de ses propres affaires et est dotée de l'esprit d'entreprise. La multitude de contraintes imposées par la société médiévale a empêché l'essor de cette propension spontanée à entreprendre et les barrières ne

sont tombées que progressivement et lentement. L'atténuation et l'élimination des restrictions inhérentes à l'ordre féodal ainsi que l'expansion de la propriété privée et de la coordination par le marché sont des processus intimement liés. Le système économique socialiste était encore plus contraignant que ceux qui l'ont précédé de sorte qu'il paralysait complètement l'esprit d'initiative et d'entreprise. Dans les années post-socialistes, les entraves bureaucratiques propres à la gestion centralisée de l'économie n'ont pas été défaites doucement et par étapes mais brisées pratiquement d'un seul coup. En conséquence, l'esprit d'entreprise, cette force motrice unique du capitalisme, a littéralement fait irruption sur la scène économique.

3. La transformation ne s'est pas heurtée à de fortes résistances. Lorsque le capitalisme et la démocratie se sont développés à pas lents pour la première fois, divers strates, groupes et classes de la société s'y sont opposés, violemment parfois. Le nouvel ordre a gagné la lutte contre les privilèges de l'ancien régime. Après sa victoire, les partisans de l'ordre ancien se sont engagés dans un combat politique, idéologique et, dans certain cas, une résistance armée contre lui.

Cette fois, les choses se sont passées différemment. Six ans après les premières réformes de Mikhaïl Gorbatchev, au moment de la chute du mur de Berlin, les dirigeants des régimes communistes centre et est-européens avaient déjà renoncé. Nul n'incita les populations à s'insurger contre le nouvel ordre, ses opposants ne prirent pas les armes, personne ne se lança dans la guérilla ou le terrorisme. La majorité des membres de la « vieille garde » avaient perdu leurs illusions et renoncé à leurs idéaux. Les plus habiles ont changé de bord, se sont transformés en hommes d'affaires – avec succès pour beaucoup d'entre eux – et même en participants actifs de la scène politique démocratique. Les autres se sont pitoyablement effacés.

4. L'explication la plus probante du rythme soutenu de la transformation réside dans l'impact du monde extérieur entourant les pays d'Europe centrale et orientale. L'expression de « monde extérieur » est utilisée ici au sens le plus large, incluant les diverses circonstances et influences venues d'ailleurs.

L'adoption de pratiques étrangères en fut l'une des conséquences. Des modes rationnels de la gestion des entreprises et des banques aux institutions politiques, des programmes des médias à la publicité, de l'organisa-

tion de l'enseignement au financement des arts et de la science, il n'y eut quasiment aucun domaine de l'activité sociale qui se dispensa d'imiter les modèles étrangers.

Ces modèles sont parvenus jusqu'à la population centre et est-européenne par divers canaux. Les gens en prenaient connaissance durant leurs voyages à l'étranger, certains avant même 1990, et de nombreux autres après le changement. Ils les découvraient dans les livres ou au cinéma. Les pratiques étrangères furent enseignées dans les écoles, les universités et des séminaires spécialisés. Les consultants étrangers recommandèrent leur application.

Je ne prétends pas que l'adaptation de modèles étrangers soit facile. Il ne suffit pas de se contenter d'observer le fonctionnement du Parlement britannique ou d'une banque zurichoise et de s'attendre ensuite à ce que tout se déroule de la même manière dans les parlements hongrois ou estonien, dans les banques tchèques ou polonaises. Il est aisé d'identifier le modèle mais il est nettement plus ardu d'apprendre à l'utiliser et à l'adapter aux conditions locales. Si apprendre n'était pas difficile et contradictoire, il n'aurait pas fallu quinze ans pour réaliser le gros de la transformation et la lourde tâche consistant à appliquer le modèle plus efficacement nous aurait été épargnée.

Les investisseurs étrangers aussi eurent une énorme influence. Non seulement, ils apportèrent des capitaux mais encore – outre le savoir-faire technique – ils montrèrent comment gérer une entreprise et quels système juridique et normes de comportement étaient requis pour rendre opérante une économie capitaliste.

Les huit pays concernés ont adhéré à de grandes organisations internationales – sous tutelle occidentale – telles que l'OTAN, l'OCDE et l'OMC et ils ont intensifié leurs relations avec la Banque mondiale et le FMI. Ces intégrations successives culminèrent dans leur adhésion à l'Union européenne. Ce que Bruxelles qualifie de processus d'« harmonisation » ne se limita pas au travail législatif. L'Europe centrale et orientale tenta d'assimiler l'expérience occidentale dans tous les domaines. Cette acclimatation se fit, pour l'essentiel, à l'instigation des acteurs nationaux et grâce à eux. Cependant, il est inutile de nier qu'un certain degré de pression politique extérieure s'exerça également. La caractéristique n° 5 est pertinente dans la mesure où il n'y eut pas d'occupation militaire étrangère. Pas un seul pays étranger ni même les grandes puissances n'ont « bousculé » les petits pays d'Europe centrale et orientale. Pourtant la

« conditionnalité » existait bel et bien. Celle-ci fut initialement pratiquée par les organisations financières de Washington, puis progressivement reprise par l'Union européenne qui lia de plus en plus l'aide sous forme de prêts et de subventions, le développement des relations existantes et l'octroi de divers droits additionnels à la satisfaction de certaines conditions préalables. Il est vrai, toutefois, que ces dernières furent généralement fixées de manière à servir les intérêts à long terme de chacun des pays concernés. Néanmoins, beaucoup de changements leur ont été imposés par des pressions extérieures ou, du moins, ces pressions ont contribué à ce que les changements fussent entrepris plus promptement.

La proximité géographique du monde occidental n'est sans doute pas pour rien dans l'intensité des pressions extérieures. Les plus rapides des grandes transitions récentes se sont précisément produites dans les pays les plus proches des États européens développés.

5. La disponibilité de la technologie moderne a également hâté le processus. À cet égard, nous ne nous référons pas à une situation particulière dont aurait bénéficié l'Europe centrale et orientale. Le cours de la transformation européenne fut en partie plus rapide parce que, de nos jours, tout change beaucoup plus vite. Souvenons-nous par exemple du temps que prenaient le transport et la communication au Moyen Âge et au début de l'époque moderne et comparons avec les moyens dont nous disposons à l'heure actuelle. Les ordinateurs, Internet, la messagerie électronique et les téléphones portables, pour n'en citer que quatre, ont accéléré de manière exponentielle l'accès à l'information pour ceux qui souhaitent s'inspirer des modèles étrangers. Grâce à ces nouvelles techniques, la publication et la diffusion des nouveaux règlements et normes n'ont pas tardé.

Bien que la haute technologie se soit propagée avec un décalage énorme en Europe centrale et orientale avant la transition, son développement s'est ensuite précipité. Si l'usage des ordinateurs et d'Internet est encore relativement peu répandu¹³, il est pourtant incontestable que l'information parvient très vite aux décideurs et à ceux qui font l'opinion publique et que les médias ont la capacité de la transmettre rapidement à des millions de personnes.

13. Font exception la télévision et les téléphones cellulaires qui sont tous deux très répandus.

1.6. LA PREMIÈRE CONCLUSION : UNE RÉUSSITE SANS PRÉCÉDENT

Je suis convaincu que ce qui s'est passé en Europe centrale et orientale ces quinze dernières années constitue une réussite sans précédent. Je le pense tout en étant parfaitement conscient des difficultés et des déceptions qui l'ont accompagnée, question que je vais soulever dans la seconde partie de l'article. Ou, pour le dire plus explicitement, j'estime que, malgré les graves problèmes et les anomalies, les événements qui se sont produits dans cette partie du monde sont un succès si l'on évalue la situation dans la perspective des grands changements historiques. Cette conviction est fondée sur une hiérarchie des valeurs qui m'est propre. D'autres, qui ont des systèmes de valeur différents, pourront ne pas être d'accord.

Sur l'échelle des valeurs, je place au sommet la démocratie et les droits de l'homme. Peut-être est-ce parce que, avec nombre de mes contemporains, j'ai vécu en Europe centrale et orientale sous diverses formes de tyrannie où nous étions soit totalement privés de droits civiques, soit soumis à une limitation humiliante de nos droits fondamentaux, subissant des discriminations brutales fondées sur tel ou tel critère. C'est pourquoi j'éprouve une profonde aversion pour les études qui comparent les performances de la Chine et celles de l'Europe centrale et orientale en mettant, de manière biaisée et unilatérale, l'accent sur la croissance économique bien supérieure de la première. Il est indubitable que le taux de croissance de l'Europe centrale et orientale est nettement moins élevé que celui de la Chine – bien qu'il reste respectable – et, comme je l'ai souligné plus haut, la croissance progresse déjà plus vite que durant la dernière décennie de l'ancien régime. Plutôt que de bénéficier des bonds en avant que les autorités chinoises ont imposés à leur peuple, je me résigne bien volontiers à un taux de croissance plus bas aussi longtemps qu'il va de pair avec le respect de la démocratie et des droits de l'homme ! Je sais néanmoins qu'il existe des gens qui ont une vision du monde différente et qui pensent qu'il ne serait pas mauvais de renoncer à la démocratie ou d'en retarder l'avènement pour une durée indéfinie afin d'atteindre une croissance économique rapide.

Souvent, les institutions politiques démocratiques sont gênantes en ce qu'elles empêchent l'État de concentrer ses moyens sur la croissance de même que sur l'achèvement à marche forcée de réformes associées à des bouleversements plus profonds. À mes yeux, ces inconvénients sont de loin compensés par les avantages qu'offrent les droits et la liberté propres à la démocratie. Pour les Européens du Centre et de l'Est, l'intégration

dans l'Union européenne est un facteur de stabilisation tant dans la sphère politique que dans l'économie, ce qui facilite l'instauration de la démocratie.

Je considère la transformation de l'Europe centrale et orientale comme un succès parce qu'elle a créé une économie capitaliste en un court laps de temps au regard de l'histoire, nos pays retrouvant ainsi la grande voie dominante du développement. Ce n'est pas que j'« aime » le capitalisme qui n'est pas un système particulièrement aimable. Mais je tiens beaucoup à celles de ses caractéristiques qui sont indispensables au respect des valeurs que je professe. À long terme, les avantages économiques du capitalisme seront manifestes en Europe centrale et orientale également : un taux de croissance durable de la production, de la productivité et de la consommation plus élevé que sous le régime socialiste, l'innovation technique, l'esprit d'entreprise, tous ces facteurs se conjuguant pour accroître la prospérité de la société dans son ensemble. Pour moi, la croissance économique et la hausse du niveau de vie qu'elle entraîne sont, elles aussi, des valeurs primordiales – mais non dans le même but et avec la partialité de ceux qui seraient prêts à sacrifier la démocratie à cette fin. Au-delà de l'argument en faveur de l'augmentation des biens matériels, il en est un autre que j'ai avancé précédemment : l'existence même du capitalisme est la condition nécessaire d'une démocratie en état de fonctionnement. Ce sont ces avantages qui, selon mon ordre de valeur, éclipsent les inconvénients du capitalisme. D'autres, je le reconnais, sont partisans d'une méthode différente pour en peser les avantages et les inconvénients.

Enfin, je tiens la transformation en Europe centrale et orientale pour une réussite parce qu'elle s'est déroulée pacifiquement et sans violence. Cette appréciation découle sans nul doute de ce que j'ai expérimenté durant ma propre vie qui a été formatrice à cet égard. J'ai survécu à une guerre mondiale, à de sanglantes persécutions, à des dictatures plus ou moins féroces, à des campagnes de représailles, à l'exécution et à l'incarcération d'amis. Cela m'a amplement suffi ! Pour moi le fait que, cette fois, le sang n'a pas été versé, que personne n'a été tué ou emprisonné est foncièrement bénéfique. J'admets que certains ont une vision différente du changement. Ils pensent que si le précédent régime avait été renversé plus tôt, au besoin en prenant les armes, les changements se seraient produits plus vite. Certains déplorent l'absence de châtement des coupables et estiment que justice n'a pas été rendue.

Que des pressions extérieures aient joué un grand rôle parmi les forces motrices du changement ne modifie en rien mon opinion favorable. Les

influences étrangères, porteuses de savoir, d'expérience, de culture et de capital, ont afflué dans les pays d'Europe centrale et orientale, leur permettant de mieux s'intégrer dans l'Union européenne et dans un monde globalisé. Je sais que des gens seront choqués par ce que j'avance car ils tiennent à préserver les traditions nationales. Ils peuvent également être perturbés par cette évolution qui aboutira nécessairement à une limitation de la souveraineté politique des États. Je reconnais que nous sommes confrontés ici à un dilemme douloureux.

J'ai essayé de dévoiler ouvertement et sans circonvolutions la hiérarchie des valeurs qui sous-tend mon jugement. Ce n'est pas pour la défendre que je l'ai fait. Il n'y a pas de place ici pour une argumentation rationnelle comme celle que nous, économistes, cherchons invariablement à développer. Des idées, des croyances et des souhaits au-delà du rationnel se dissimulent derrière ces jugements et, de ce fait, il est inévitable que des divergences d'opinion existent entre les individus ayant des visions du monde différentes. Même si, dans le contexte des grands événements de l'histoire mondiale, nous parvenons à tomber d'accord sur ce qui s'est réellement passé en Europe centrale et orientale, les chances pour que l'évaluation des résultats recueille un consensus sont infimes.

2. DU POINT DE VUE DE LA VIE QUOTIDIENNE

2.1. PROBLÈMES ET SOUCIS

Toute personne ayant participé ou ayant observé avec empathie la transformation qui a eu lieu en Europe centrale et orientale a des impressions mitigées, peinant à démêler les succès et les échecs. Loin de moi l'idée d'entreprendre une piètre campagne de propagande et de me faire le chantre du « succès ». Nos difficultés ne sont pas imaginaires et n'assaillent pas qu'une faible partie de la population ; les phénomènes négatifs que nous rencontrons sont biens réels et redoutables.

Au début de l'ère nouvelle, le revenu réel de la majorité des citoyens vivant en Europe centrale et orientale était très inférieur au revenu moyen des pays membres de l'Union européenne et une part considérable d'entre eux ne dépassaient pas le seuil de pauvreté. Depuis lors, indépendamment de la mesure dans laquelle le monde a changé autour de nous, le revenu réel d'une proportion significative de la population n'a pas évolué et beaucoup de pauvres se sont embourbés, demeurant au plus bas de leur niveau

de vie précédent. Sans oublier la quantité non négligeable de gens dont le niveau de vie a sensiblement diminué. Rien ne prouve qu'on puisse, dans chaque cas, imputer la dégradation au changement du système politique mais elle s'est produite à coup sûr depuis 1990. Certains individus se considèrent comme les victimes incontestables de cette période.

La répartition des revenus et de la consommation a été radicalement restructurée. Bien que les opposants au régime socialiste aient critiqué à juste titre le système de privilèges matériels qu'il avait mis en place, les écarts dans la répartition des revenus et de la consommation restaient généralement assez limités. Les dix à quinze ans qui ont passé depuis ont suffi pour entraîner une hausse notable des inégalités comme le montrent les tableaux 6 et 7¹⁴. D'un côté, une richesse inconnue jusque-là a, sans vergogne, commencé à s'afficher tandis que, de l'autre côté, la pauvreté, qui était moins apparente dans le passé, s'est durablement implantée et est devenue beaucoup plus visible. Cette évolution heurte violemment le sens de la justice sociale de nombreuses personnes qui, autrement, n'ont pas été victimes de la restructuration.

TABLEAU 6
Répartition des revenus : coefficient de Gini

	Pré-transition	Milieu de la transition	Post-transition	Évolution de la pré- à la post-transition (en %)
	1987-1989	1996-1997	2001-2002	
Estonie	28,0	36,1	39,3	40
Hongrie	22,5	25,4	26,7	19
Lettonie	26,0	32,6	35,8	38
Lituanie	26,3	30,9	35,7	36
Pologne	27,5	33,4	35,3	28
Rép. tchèque	19,8	23,9	23,4	18
Slovaquie	19,4	24,9	26,7	38
Slovénie	21,0	24,0	24,4	16
ECO-8	23,8	28,9	30,9	29
UE-15	26,9	27,8	28,6	7

Notes : Le coefficient de Gini mesure le degré d'inégalité de la répartition des revenus. Il est égal à 0 dans le cas d'une égalité totale des revenus (chacun dispose du même revenu) et à 100 dans le cas d'une inégalité totale (un ménage dispose de tout le revenu). Dans ce tableau, les estimations sont fondées sur une interpolation des répartitions de données issues de diverses enquêtes sur le budget des ménages. L'échantillon retenu dans chaque enquête peut varier au fil du temps. Les données expriment la répartition des individus selon le revenu par tête du ménage. Cinq séries de données qui auraient dû entrer dans la moyenne de l'UE n'étaient pas disponibles : deux pour la Belgique, deux pour l'Espagne et une pour le Portugal.

Sources : Les données relatives à l'ECO-8 proviennent de plusieurs sources compilées pour l'UNICEF IRC, *TransMONEE 2004 Database*. Pour l'UE-15, les données sont tirées de OECD, *Society at a Glance: OECD Social indicators 2005* et de World Bank, *World Development Indicators 2005*.

14. Certaines études hongroises font état d'inégalité encore plus fortes que celles mentionnées dans le Tableau 6. Voir, par exemple, TÓTH, 2004.

TABLEAU 7
Les inégalités de la consommation
 Part du revenu ou de la consommation
 (en %)

	<i>Année de l'enquête</i>	<i>Les 10 % les plus pauvres</i>	<i>Les 20 % les plus pauvres</i>	<i>Les 20 % les plus riches</i>	<i>Les 10 % les plus riches</i>	<i>Les 10 % les plus riches par rapport aux 10 % les plus pauvres</i>	<i>Les 20 % les plus riches par rapport aux 20 % les plus pauvres</i>
Estonie	2000	1,9	6,1	44	28,5	14,9	7,2
Hongrie	1999	2,6	7,7	37,5	22,8	8,9	4,9
Lettonie	1998	2,9	7,6	40,3	25,9	8,9	5,3
Lituanie	2000	3,2	7,9	40	24,9	7,9	5,1
Pologne	1999	2,9	7,3	42,5	27,4	9,3	5,8
Rép. tchèque	1996	4,3	10,3	35,9	22,4	5,2	3,5
Slovaquie	1996	3,1	8,8	34,8	20,9	6,7	4
Slovénie	1998/99	3,6	9,1	35,7	21,4	5,9	3,9
<i>ECO-8</i>	<i>1996-2000</i>	<i>3,1</i>	<i>8,1</i>	<i>39,5</i>	<i>24,9</i>	<i>8,2</i>	<i>5,0</i>
<i>UE-15</i>	<i>1994-2000</i>	<i>2,7</i>	<i>7,4</i>	<i>40,2</i>	<i>25,1</i>	<i>9,6</i>	<i>5,6</i>

Source : UN, *Human Development Report 2004* database.

Les graves problèmes recensés plus haut sont liés à la question de l'emploi. L'économie socialiste ne connaissait pas le chômage déclaré ; le taux d'activité était très élevé, chaque travailleur se sentait en sécurité et ne craignait pas de perdre son emploi. En réalité, cette économie pâtissait du déséquilibre inverse : elle créait des pénuries chroniques, y compris la pénurie de main-d'œuvre, du moins dans les pays les plus développés et industrialisés de l'Europe centrale et orientale. Indépendamment de l'effet que cela pouvait avoir sur l'efficacité, les travailleurs jouissaient de la sécurité de l'emploi. Celle-ci a pris fin. Le taux d'activité a fortement diminué et le chômage est officiellement apparu. Son taux diffère d'un pays à l'autre, certains pays centre et est-européens enregistrant des taux inférieurs à la moyenne de l'Europe dans son ensemble et d'autres, des taux supérieurs (voir Tableau 8). Le chômage s'est abattu comme une bombe sur la société qui en a été traumatisée (Tableau 9).

TABLEAU 8
Emploi total

(1989 =100)

	1990	1991	1992	1993	1996	1999	2002	2003
Estonie	98,6	96,3	90,9	83,5	74,0	69,2	70,0	71,0
Hongrie	96,7	86,7	78,1	73,1	69,8	72,9	74,1	75,1
Lettonie	100,1	99,3	92,1	85,7	72,4	73,9	75,4	76,8
Lituanie	97,3	99,6	97,4	93,4	87,0	85,0	82,0	83,9
Pologne	95,8	90,1	86,4	84,3	88,3	90,4	85,8	85,2
Rép. tchèque	99,1	93,6	91,2	89,8	93,5	88,2	88,0	87,4
Slovaquie	98,2	85,9	86,9	84,6	85,5	82,3	82,1	83,6
Slovénie	96,1	88,6	83,7	81,3	78,7	80,1	82,8	82,1
CEE-8	96,9	90,9	87,0	84,2	85,5	85,8	83,5	83,4
UE-15	101,8	102,3	101,1	99,6	100,7	105,2	109,2	109,5

Source : UN ECE, *Economic Survey of Europe*, 2005, n° 1, p. 125.

TABLEAU 9
Taux de chômage
 (en % de la main d'œuvre)

	1990	1992	1993	1996	1999	2002	2003
Estonie	..	1,6	5,0	5,6	6,7	6,8	6,1
Hongrie	1,7	12,3	12,1	10,5	9,6	8,0	8,4
Lettonie	..	2,3	5,8	7,2	9,1	8,5	8,6
Lituanie	..	3,5	3,4	6,2	10,0	10,9	9,8
Pologne	6,5	14,3	16,4	13,2	13,1	20,0	20,0
Rép. tchèque	0,7	2,6	3,5	3,5	9,4	9,8	10,3
Slovaquie	1,6	10,4	14,4	12,8	19,2	17,4	15,6
Slovénie	..	13,3	15,5	14,4	13,0	11,3	11,0
CEE-8	4,4	10,6	12,4	10,6	12,1	15,4	15,3
UE-15	7,3	8,7	10,0	10,2	8,7	7,7	8,1

Note : Les chiffres pour l'Estonie ne concernent que les personnes à la recherche d'un emploi jusqu'en 1999.

Sources : Les taux de chômage enregistrés pour l'ECO-8 proviennent de UN ECE, *Economic Survey of Europe*, 2004, n° 2, p. 85 ; les taux de chômage standardisés pour l'UE-15 sont tirés de UN ECE, *Economic Survey of Europe*, 2005, n° 1, p. 126.

La sécurité de l'emploi a disparu. Cela s'est produit alors même que l'existence devenait moins sûre sous bien d'autres aspects. Dans les sociétés socialistes, ceux qui évitaient de s'adonner à des activités politiquement risquées bénéficiaient de conditions de vie relativement stables et prévisibles. Aujourd'hui, brusquement, tout bouge et rien n'est connu à l'avance. Avant, une entreprise existait pour l'éternité ; désormais, elles sont créées et font faillite du jour au lendemain. Auparavant, les prix à la consommation étaient fixés pour de longues périodes et, à présent, ils fluctuent constamment. Le citoyen moyen a du mal à comprendre les taux d'intérêt ou même les taux de change. Bien qu'alors, il ait été extrêmement difficile d'obtenir un appartement, une fois que vous y étiez installé, soit comme locataire, soit comme sous-locataire, il était impossible de vous expulser. De nos jours, vous pouvez l'être uniquement parce que vous n'avez pas payé votre loyer. Le démantèlement de l'État policier a entraîné une dégradation de la sécurité publique (voir Tableau 10). Tout ce qui avait été réglementé jusqu'à la pétrification par des autorités et une bureaucratie toute-puissantes est devenu malléable, risqué et incertain

sous l'influence des forces du marché, de la concurrence et de droits civiques garantissant une plus grande liberté de mouvement.

TABLEAU 10
Taux de criminalité
(1989 = 100)

	1990	1994	1998	2002
Estonie	124	200	270	321
Hongrie	153	175	272	193
Lettonie	117	146	137	190
Lituanie	118	189	260	247
Pologne	161	163	192	253
Rép. tchèque	180	309	355	313
Slovaquie	150	293	198	227
Slovénie	96	110	139	193
ECO-8	156	194	228	249

Note : Les données relatives à la criminalité ne couvrent que les délits qui ont fait l'objet d'une déclaration et été enregistrés. Les taux varient en fonction de la manière dont la loi définit la criminalité dans chaque pays.

Source : UNICEF IRC, *TransMONEE 2004 Database*.

La corruption existait aussi sous l'ancien régime, essentiellement dans les domaines où l'on pouvait se rendre mutuellement service en usant de ses relations politiques ou personnelles. Bien qu'il y ait eu des cas de pots-de-vin, ils n'étaient pas courants et se produisaient généralement aux niveaux inférieurs de l'« économie de la pénurie » afin de « graisser les rouages ». La majorité des actes de corruption restait invisible et se pratiquait dans les coulisses. Aujourd'hui, la corruption est omniprésente dans les myriades de transactions qui s'opèrent dans les sphères politique, économique et culturelle, les transactions privées, grandes et petites, de même qu'aux échelons les plus élevés et les plus bas de la hiérarchie de l'État et de la société. De nombreuses affaires de corruption ont été portées à la connaissance du public. Tout le monde est en colère et, souvent sans le vouloir, beaucoup de gens se salissent les mains. Il est quasiment impossible d'éviter d'être impliqué dans une transaction où l'une ou l'autre des parties s'engage dans des opérations louches et où le client,

le citoyen, le vendeur ou l'acheteur ne cherche pas à soudoyer autrui ou ne recourt pas à quelque combine tortueuse pour échapper au fisc.

TABLEAU 11
La confiance dans le Parlement et autres institutions

	Parlement	Fonction publique	Éducation nationale
	<i>(pourcentage des personnes qui leur font confiance)</i>		
Estonie	27,0	40,4	73,9
Hongrie	34,0	49,6	64,3
Lettonie	27,5	49,2	73,7
Lituanie	10,6	20,6	66,6
Pologne	32,8	32,6	81,2
République tchèque	12,2	21,8	54,6
Slovaquie	42,8	38,7	76,3
Slovénie	25,3	25,3	80,3
ECO-8	29,3	33,8	73,7
Allemagne	35,7	38,7	72,6
Autriche	40,7	42,4	86,2
Belgique	39,1	46,1	77,9
Danemark	48,6	54,9	75,0
Espagne	46,4	40,5	67,6
Finlande	43,7	40,9	88,8
France	40,6	45,9	68,4
Grèce	29,0	20,2	37,0
Irlande	31,1	59,3	86,4
Italie	34,1	33,2	53,2
Luxembourg	62,7	59,5	67,8
Pays-Bas	55,3	37,5	73,1
Portugal	49,2	53,6	59,8
Royaume-Uni	35,5	45,9	66,3
Suède	51,1	48,8	67,8
UE-15	39,1	41,1	66,8

Note : Les personnes interrogées devaient répondre à la question suivante : « Dites moi, pour chacun des items énumérés, quelle est la confiance que vous lui accordez ; est-elle grande, assez grande, pas très grande ou nulle ? ». Étaient comptées parmi les personnes ayant confiance, celles qui répondaient « grande » ou « assez grande ».

Source : HALMAN, 2001, pp. 187, 192.

Je viens d'évoquer certaines des questions les plus sérieuses. Rien ne m'empêcherait de continuer mais cela me semble suffisant pour démontrer que nous n'avons pas affaire à de petits désagréments mais à des problèmes extrêmement graves et généralisés. Les désordres de la scène politique choquent également les gens. Beaucoup d'entre eux estiment que le pluripartisme n'a pas créé les conditions d'une compétition politique mesurée mais qu'il a, au contraire, favorisé une lutte effrénée pour le pouvoir, les mensonges, les promesses en l'air et les perpétuels emportements et anathèmes de l'opposition contre toute personne détenant le pouvoir. Une part significative de la population manque de confiance dans ses institutions parlementaires. À cet égard, comme le montre le Tableau 11, la différence est énorme entre les quinze anciens et les huit nouveaux membres de l'UE. Les hommes politiques sont soupçonnés de corruption : parfois, parce qu'ils ont effectivement violé la loi ou, du moins, la loi implicite de l'éthique et, parfois, parce qu'ils sont tout simplement calomniés par leurs adversaires politiques.

2.2. L'ÉTAT D'ESPRIT DE LA SOCIÉTÉ

De nombreuses enquêtes ont été menées pour sonder l'humeur et l'état d'esprit des citoyens de l'Europe centrale et orientale. Elles révèlent que les opinions sont divisées. Les habitants des anciens pays membres ont répondu « oui » en beaucoup plus grand nombre que ceux des huit nouveaux membres de l'UE à la question (apparemment) simple : « Etes-vous satisfait de votre vie ? » (voir Tableau 12). Le taux de réponses négatives diffère d'un pays à l'autre comme le montre le Tableau 13. Il apparaît que, selon une moyenne approximative, une personne sur trois est assez ou très insatisfaite de sa vie en Europe centrale et orientale¹⁵.

15. Les données des tableaux 12 et 13 sont fondées sur diverses sources issues de plusieurs enquêtes. Il est intéressant de noter que, malgré les deux types d'approche, les différences caractéristiques des deux ensembles régionaux sont d'une grande proximité.

TABLEAU 12
Le niveau de satisfaction procuré par la vie

	1990-1993	1995-1997	1999-2002
	<i>(moyenne sur une échelle de 1 à 10)</i>		
Estonie	6,00	5,00	5,93
Hongrie	6,03	..	5,80
Lettonie	5,70	4,90	5,27
Lituanie	6,01	4,99	5,20
Pologne	6,64	6,42	6,20
République tchèque	6,37	..	7,06
Slovaquie	6,15	..	6,03
Slovénie	6,29	6,46	7,23
<i>ECO-8</i>	<i>6,40</i>	<i>6,20</i>	<i>6,20</i>
Allemagne	7,22	7,22	7,42
Autriche	6,51	..	8,03
Belgique	7,60	7,93	7,43
Danemark	8,16	..	8,24
Espagne	7,15	6,61	7,03
Finlande	7,68	7,78	7,87
France	6,78	..	7,01
Grèce	6,67
Irlande	7,88	..	8,20
Italie	7,30	..	7,17
Luxembourg	7,81
Pays-Bas	7,77	..	7,85
Portugal	7,07	..	7,04
Royaume-Uni	7,49	7,46	7,40
Suède	7,97	7,77	7,64
<i>UE-15</i>	<i>7,26</i>	<i>7,24</i>	<i>7,30</i>

Notes : Il fut demandé aux personnes interrogées de noter leur réponse sur une échelle allant de 1 (insatisfaction maximale) à 10 (satisfaction maximale) : « Tout bien considéré, à quel point êtes-vous aujourd'hui globalement satisfait de votre vie ? » Typiquement, la taille de l'échantillon était de 1 000 personnes environ par pays.

Sources : *World Values Survey* et *European Values Survey* (www.worldvaluessurvey.com). Peter Sanfey et Utku Teksoz (2005) utilisent ces données pour étudier la satisfaction que les gens retirent de leur existence dans les pays post-socialistes. Le tableau résumant les données concernant l'UE-8 se trouve p. 17 de leur article. Je suis reconnaissant à ces deux auteurs (BERD) de m'avoir directement transmis les données complémentaires pour les pays de l'UE-15 ainsi que les moyennes régionales.

TABLEAU 13
*Le niveau de satisfaction procuré par la vie :
répartition des réponses (en %)*

	Pas du tout satisfaits	Pas très satisfaits	Assez satisfaits	Très satisfaits
Estonie	11	35	47	6
Hongrie	11	34	45	9
Lettonie	8	35	49	6
Lituanie	10	32	51	5
Pologne	9	28	50	11
République tchèque	5	26	57	10
Slovaquie	13	33	48	6
Slovénie	2	12	65	20
ECO-8	9	29	50	10
UE-15	4	17	60	19

Note : La question suivante était posée aux personnes interrogées : « Au total, à quel point êtes-vous satisfait de votre vie dans son ensemble ? Diriez-vous que vous êtes ...? »

Source : Eurobaromètre, *Public Opinion in the Candidate Countries*, sondage organisé en octobre-novembre 2003 ; voir le site europe.eu.int./comm/public_opinion

2.3. PROBLÈMES COGNITIFS

Face à des ennuis, l'intensité de la réaction d'une personne ou le degré de son ressentiment ne dépendent pas uniquement des difficultés concrètes liées au problème en soi. Quand on subit des épreuves ou que l'on s'identifie à ceux qui souffrent, la réaction dépend énormément de la manière dont on appréhende le problème et dont on y fait face. Tentons à présent de passer en revue certains des problèmes cognitifs les plus importants du point de vue de notre sujet.

1. Avant qu'un événement se produise, nous entretenons des espoirs et des attentes. Une fois l'événement survenu, nous sommes souvent déçus¹⁶. Alors même que le socialisme commençait à décevoir les gens, leurs

16. Selon la remarque d'Albert O. Hirschman (1982), la déception est une constante de la condition humaine. L'auteur se réfère à Kant qui avait affirmé : « Même si vous donnez à l'homme tout ce qu'il désire, à cet instant précis, il ressentira que ce *tout* n'est pas *tout* » (KARAMZIN, 2003, p. 40). En particulier, les individus appartenant à la civilisation

attentes se sont accrues. L'espoir est né qu'un changement de système résoudrait tous les problèmes, rapidement et pour tous.

Les espoirs légitimes se mêlaient à des idées fausses et des illusions. Des mots tels que « Occident », « marché », « concurrence » et « démocratie » étaient source de représentations idéalisées, promesses d'une lumière qu'aucune ombre ne viendrait ternir. Rares étaient les propos plus mesurés, notamment ceux émanant de personnes crédibles (quand les partisans de l'ancien régime vitupéraient contre le capitalisme, de moins en moins de gens leur prêtaient l'oreille).

La brutale récession transformationnelle des années 1990 soumit à une douche froide les attentes démesurées nées du changement de régime. Les gens avaient à peine eu le temps de se remettre qu'ils formèrent de nouvelles espérances, tout aussi irréalistes, cette fois en relation avec l'entrée dans l'Union européenne. Elles étaient alimentées par les divers discours évoquant la « convergence » et le soutien à facettes multiples promis par la Communauté européenne. Nombreux étaient ceux qui attendaient avec une impatience naïve les avantages concrets et imminents de l'adhésion.

Autrement dit, les problèmes sont sérieux mais ils sont grossis à la mesure de la déception ressentie.

2. Abordons à présent un phénomène bien connu en psychologie sociale : ce qu'un individu ressent à propos d'un événement ne dépend pas seulement des circonstances réelles mais aussi de la personne ou du groupe auquel il se compare. À l'époque où le régime socialiste lâchait du lest, les gens qui vivaient à la périphérie occidentale de l'empire soviétique se reconfortaient en pensant qu'ils étaient, après tout, mieux lotis que les habitants de l'URSS. Spécialement dans un pays comme la Hongrie – qui est le mien – où des réformes économiques entreprises depuis plusieurs années nous avaient permis d'expérimenter le marché, cette autoconsolation semblait même justifiée. Cependant, quand les frontières des pays anciennement socialistes se sont ouvertes et particulièrement aujourd'hui qu'ils sont devenus membres de l'Union européenne, les « points de repère » ont changé. Tout le monde s'est mis à comparer ses conditions d'existence avec celles de l'Allemagne, de la France ou de la Scandinavie.

(suite de la note 16) occidentale se trouvent dans un état perpétuel d'inassouvissement et de désappointement. Dans notre cas, ce sentiment général fort répandu a encore été exacerbé par la frustration provoquée par la non-réalisation des espoirs spécifiques engendrés par le changement de régime.

Évidemment, plus une personne est exigeante et a des critères de comparaison élevés, plus l'endroit où elle vit lui paraîtra insatisfaisant. Cette impatience est compréhensible : à présent que nous sommes membres de l'UE, quand rattraperons-nous nos partenaires européens ? Mais elle fait naître aussi des désirs impossibles à satisfaire. Ceux pour qui l'Occident constitue la référence absolue risquent de rester en permanence frustrés, impatients et désenchantés.

3. Les gens oublient très facilement : la mémoire tant individuelle que collective n'est absolument pas fiable. Il y a des décennies, nous étions submergés par les récriminations d'individus se plaignant de l'indisponibilité de certains biens de consommation : il fallait attendre des années pour acheter une voiture ou obtenir un appartement ou une ligne téléphonique. Auteur d'un livre intitulé *Economics of Shortage* (1980), vais-je être le dernier aujourd'hui en Europe de l'Est à me souvenir de l'économie de pénurie et à me sentir vraiment heureux de sa disparition ? Il le semble. Les pénuries chroniques ont été remplacées par une offre abondante. À présent, les gens maugréent parce que nous sommes inondés par un nombre invraisemblable de produits, que les prix sont prohibitifs et que la « société de consommation » est un tourment pour tout un chacun.

Ces défaillances de la mémoire font que des réalisations fondamentales, des avantages matériels et non matériels (tels que la liberté de parole, d'association et de mouvement, la libre concurrence des idées, le droit de protester, etc.) sont dévalorisés, même s'ils sont bien présents dans la vie quotidienne des individus. Au lieu de s'en féliciter, ceux-ci accordent comparativement beaucoup plus de poids à leurs problèmes du moment.

Lors d'une enquête menée en 2004, il a été demandé aux personnes interrogées d'évaluer le nouveau régime par rapport au précédent et de le noter selon une échelle de -100 à +100. Les résultats sont présentés dans le Tableau 14 et interprétés par Rose (2005).

Bien que, sauf en Lituanie, le système actuel ait été mieux noté, remarquons que les notes obtenues par le régime précédent ne sont pas si éloignées. La nostalgie que reflètent ces résultats n'est-elle pas grotesque ? Nombre de ceux qui, sous le régime communiste, grommelait et espéraient des changements se sont mis à penser qu'en définitive, il n'était pas si mauvais.

4. Enfin, il convient de mentionner les failles de l'analyse causale.

TABLEAU 14
Attitudes envers le régime : ancien, nouveau et futur

	<i>Ancien régime</i>	<i>Régime actuel</i>	<i>Dans cinq ans</i>
	<i>(pourcentage de réponses positives)</i>		
Estonie	55	75	79
Hongrie	58	64	81
Lettonie	50	51	71
Lituanie	59	70	84
Pologne	51	51	67
République tchèque	32	69	82
Slovaquie	51	51	65
Slovénie	68	69	74
ECO-8	54	66	80

Note: La question suivante a été posée : « Voici une échelle destinée à évaluer le fonctionnement de notre système de gouvernement. Au sommet, +100 est la meilleure note ; au bas, -100 est la plus mauvaise. Où placeriez-vous sur cette échelle l'ancien régime communiste/notre système de gouvernement actuel impliquant des élections libres et le pluripartisme/notre système futur de gouvernement ? »

Source : ROSE, 2005, p. 17.

2.4. L'ANALYSE CAUSALE

Les problèmes et les difficultés dont souffrent les peuples d'Europe centrale et orientale ont de nombreuses causes. Je n'insisterai que sur certaines d'entre elles.

Le niveau de développement de la région retarde par rapport à celui de l'Occident. Ce phénomène n'est pas nouveau et il dure depuis des siècles. Comme le montre le Tableau 15, cet écart relatif s'est encore creusé durant la période socialiste. Tout indique qu'il se réduira progressivement mais il est hautement improbable qu'un déclin se produise dans l'arène sociale, économique et politique pour que l'écart (qui tient plutôt du gouffre !) puisse être comblé dans l'avenir immédiat (voir Tableau 16). Nombre des phénomènes négatifs tout comme la pauvreté, le décalage dans le développement technologique et la rareté des ressources disponibles pour la santé, l'éducation et la recherche scientifique peuvent essentiellement (mais non exclusivement) s'expliquer par le fait que la région n'a atteint qu'un niveau moyen de développement, loin derrière les coureurs de tête.

TABLEAU 15
Comparaison historique avec l'Autriche (en %)

	1870	1913	1937	1950	1980	1989	2000
	(PIB autrichien par tête = 100)						
Hongrie	59	61	81	67	46	42	36
Pologne	51	50	61	66	42	35	36
Tchécoslovaquie	62	60	91	94	58	54	43

Note : En 2000, le chiffre pour la Tchécoslovaquie est la moyenne pondérée des Républiques tchèque et slovaque.

Source : Calculé à partir de la base de données de l'OCDE figurant dans MADDISON, 2003.

TABLEAU 16
La durée de la convergence avec l'Europe occidentale

	Avec l'UE-14, à 100 %	Avec l'UE-14, à 80 %
	(années)	
Estonie	60	45
Hongrie	46	31
Lettonie	74	59
Lituanie	68	52
Pologne	72	55
République tchèque	38	21
Slovaquie	48	33
Slovénie	30	9
ECO-8	55	38

Note : L'UE-14 regroupe tous les anciens membres, sauf le Luxembourg. Les résultats sont fondés sur l'hypothèse d'un taux de croissance réel du PIB par tête de 1,74 % dans l'UE-14.

Source : WAGNER & HLOUSKOVA, 2005, p. 367.

Une partie des difficultés est également imputable au fait que nous sommes en transition. La structure de la production a dû être réorganisée car, tandis que les anciennes chaînes de production étaient démantelées, les nouvelles ne les ont pas instantanément remplacées. Un vide, des manques nouveaux sont apparus au cours de la transformation institutionnelle, sans oublier l'absence de réglementation. Si, dans beaucoup d'endroits, la vieille garde a été démise de ses fonctions, les nouveaux

managers étaient encore inexpérimentés. Que ces difficultés soient dues à la transition ne rassure pas nécessairement les populations qui se lassent d'attendre qu'elles soient surmontées.

D'autres contradictions émanent de la nature même du système. Comme tout système, le capitalisme possède des caractéristiques systémiques négatives qui lui sont inhérentes. Tant que le capitalisme restera ce qu'il est, il y aura du chômage, il y aura des inégalités de revenu, il y aura des gagnants et des perdants, il y aura une publicité envahissante et ainsi de suite. Des politiques gouvernementales sages, prévoyantes et cohérentes peuvent atténuer certains de ces défauts innés mais elles sont incapables de les éliminer totalement. Les partisans avertis et pondérés du système capitaliste acceptent les problèmes qu'il pose parce que, malgré ses déficiences, ils estiment qu'il a, globalement, plus d'attraits que le système socialiste.

On peut en dire autant de la démocratie. Les innombrables citoyens d'Europe centrale et orientale aujourd'hui déçus par la démocratie sont comme des amants floués. Ils sont irrités par les tirades souvent creuses faites au Parlement, par les accusations mutuelles que se lancent les divers partis politiques, par les promesses mensongères et par les affaires scandaleuses qu'on s'empresse d'étouffer. Pourtant, ce ne sont pas des anomalies propres à une jeune démocratie. Des phénomènes similaires sont fréquents dans les grandes démocraties chevronnées et ils ne se limitent nullement aux – relativement – nouvelles venues. Même s'il a été cité des millions de fois, ce qu'a dit Churchill de la démocratie¹⁷ reste d'actualité. Quels que soient ses défauts, la démocratie est un système bien supérieur à toute forme de tyrannie, le tyran serait-il sage, éclairé ou incorruptible. Malheureusement, dans les pays d'Europe centrale et orientale, une part non négligeable de la population ne pense pas ainsi. Le tableau 17 attire l'attention sur des phénomènes troublants.

17. « No one pretends that democracy is perfect or all-wise. Indeed, it has been said that democracy is the worst form of Government except all those other forms that have been tried from time to time. » Speech, Hansard 11 November 1947, col. 206 (*The Oxford Dictionary of Quotations*, Oxford, New York: OUP, 1992, p. 202).

TABLEAU 17
Soutien à des solutions de rechange non démocratiques

	<i>Communistes</i> (pourcentage de ceux qui considèrent cette solution comme meilleure)	<i>Armée</i>	<i>Dictateur</i>
Estonie	8	2	40
Hongrie	17	2	17
Lettonie	7	4	38
Lituanie	14	5	40
Pologne	23	6	33
République tchèque	18	1	13
Slovaquie	30	3	25
Slovénie	23	6	27
ECO-8	21	4	29

Note : La question suivante a été posée : “ Notre système de gouvernement actuel n’est pas le seul que ce pays ait connu. Certains disent que la situation serait meilleure si le pays était gouverné différemment. Qu’en pensez-vous ? Il faudrait revenir au régime communiste. L’armée devrait diriger le pays. L’idéal serait un chef fort, apte à prendre des décisions rapides dans tous les domaines. »

Source : ROSE, 2002, p. 10.

Des décisions erronées prises par les hommes politiques – le gouvernement, le parti au pouvoir ou l’opposition, ou les animateurs de divers groupes d’intérêt – peuvent créer des difficultés ou exacerber les problèmes préexistants, nés de circonstances extrinsèques. Prenons l’exemple suivant : nul ne peut nier que le capitalisme engendre des inégalités mais des politiques fiscales favorisant les riches et frappant les pauvres ou des subventions publiques mal réparties peuvent aggraver la situation.

J’ai identifié cinq causes qui sont à l’origine des problèmes existants (le niveau moyen de développement, les difficultés occasionnées par la transition, les problèmes systémiques du capitalisme et ceux de la démocratie et les décisions erronées prises par les politiques) mais elles ne sont évidemment pas les seules. Le sentiment de malaise général qui imprègne la société s’explique, entre autres, par le fait que ces différentes causes se mélangent dans les esprits, y faisant régner la confusion. Quand les phénomènes ont des causes multiples, il est difficile, même pour des analystes professionnels, d’identifier et de différencier clairement et objec-

tivement celles-ci. Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que des idées fausses s'insinuent dans l'esprit des non-spécialistes quand ils cherchent à comprendre le pourquoi d'une situation.

2.5. LES JUGEMENTS DE VALEUR UNE FOIS ENCORE

J'ai tenté d'éviter toute généralisation abusive. Aussi vais-je répéter ce que j'ai souligné précédemment, à savoir que l'opinion est divisée : les attitudes vont de la satisfaction avec des réserves mineures jusqu'à un violent mécontentement en passant par les récriminations et les plaintes. Je me permettrai de faire quelques commentaires sur l'état d'esprit de ceux dont le jugement tend plutôt à être négatif.

Les jugements négatifs reposent sur un malencontreux mélange de faits à moitié vrais et à moitié faux, sur une analyse causale dont les fondements sont pour moitié démontrés et pour moitié contestables et une hiérarchie des valeurs où celles de la vie quotidienne l'emportent sur toutes les autres. Ceux qui évaluent la situation sous cet angle ne raisonnent pas dans une perspective historique longue. Ils se moquent de ce que produiront à long terme le système économique capitaliste et l'ordre politique démocratique. C'est *aujourd'hui* qu'ils sont confrontés à des problèmes, c'est *à présent* qu'ils en souffrent – ou qu'ils supportent mal de voir d'autres en souffrir – et c'est pourquoi ils perçoivent le changement comme un échec plutôt qu'un succès.

Personne n'est en droit de mépriser les jugements négatifs proférés par des individus déçus, de les accuser de myopie ou d'indifférence aux liens entre les grandes périodes historiques. Chacun n'a qu'une vie. Un individu âgé de cinquante ou soixante ans, pauvre, voire chômeur de surcroît, ne trouvera pas de consolation dans l'accroissement du bien-être promis aux générations futures puisque lui n'a aucune chance d'en profiter. D'ailleurs, il est même difficile d'exhorter les jeunes à patienter dans la mesure où tout jour perdu dans l'immédiat ne saurait être véritablement compensé par des lendemains meilleurs.

Devrais-je pour cette raison me rétracter et réfuter ce que j'affirmais dans la première partie de l'article, à savoir que la grande transformation de l'Europe centrale et orientale peut, fondamentalement, être qualifiée de réussite sans précédent ? Non, je ne me dédirai pas. Je n'estime pas possible ou même recevable de dresser une sorte de bilan à la seule fin d'énoncer un jugement de valeur sommaire et généralisateur. Cette démarche implique qu'on recense les succès (auxquels on accole le signe

plus) et les échecs (le signe moins) et que si le solde est positif, le résultat final doit alors être considéré comme un succès ; s'il est négatif, c'est d'un échec qu'il s'agit. Je ne saurais accepter cette approche simpliste d'un bilan purement comptable.

Je tiens deux comptes séparés et ne songe nullement à les fusionner. Dans l'un, j'inscris avec bonheur le grand succès obtenu à l'échelle de l'histoire du monde : un système, supérieur au précédent, a été créé sans effusion de sang et à une vitesse incroyable. Dans l'autre, j'inventorie les bonnes et les mauvaises expériences de la vie quotidienne, sources de beaucoup de joie et de beaucoup de douleur. Il me paraît aussi sensé que justifié de dire que ce qui est advenu en Europe centrale et orientale peut à la fois être considéré comme un succès du point de vue de sa signification historique globale et comme un échec à de nombreux égards en raison de la souffrance, de l'amertume et de la déception qui en a résulté pour tant de personnes.

3. LES MISSIONS INCOMBANT À LA PROFESSION DES

Il n'est pas dans mes intentions de blâmer l'homme de la rue pour n'avoir pas parfaitement analysé son expérience de vie et être éventuellement parvenu à des conclusions erronées en ce qui concerne tous ces problèmes. Mais je n'aurai pas la même indulgence pour nous, les économistes. Ceci ne s'adresse pas uniquement aux chercheurs qui vivent en Europe centrale et orientale mais à tous ceux qui, quel que soit l'endroit où ils résident, s'intéressent à cette région ou à des questions similaires.

Peut-être sommes-nous allés trop loin dans notre approbation de la célèbre boutade de Keynes selon laquelle, à long terme, nous serons tous morts. L'analyse inscrite dans la très longue durée que j'ai entreprise dans la première partie de cet article constitue une exception. De nos jours, dans nombre d'universités, on n'exige même plus des doctorants en économie qu'ils étudient l'histoire. L'une des causes du jugement excessivement négatif porté sur la grande transformation par l'opinion publique centre et est-européenne est que les chercheurs en sciences sociales ont omis d'analyser et d'évaluer les résultats à l'échelle historique requise.

Les diverses disciplines des sciences sociales sont non seulement coupées de l'histoire mais encore isolées les unes des autres. Pendant que je préparais cet article, je me suis heurté à cette malencontreuse réalité

que, dans les textes de science politique consacrés à la transformation de la dictature en démocratie, pratiquement aucune référence n'était faite aux recherches des économistes tandis que ces derniers négligeaient presque totalement les travaux de science politique. Sans une approche pluridisciplinaire, il est impossible de comprendre et d'apprécier les grandes transformations.

La pensée économique standard abandonne la critique approfondie du capitalisme à ceux qui professent des opinions radicales. Même quand elle admet l'existence de certains problèmes, elle se berce d'illusions et se rassure en croyant que ceux-ci peuvent être résolus par l'application de mesures appropriées. Elle nie que le système pourrait avoir des défauts innés, congénitaux, insurmontables.

Dans notre profession, il est plutôt rare de distinguer scrupuleusement l'établissement des faits et leur évaluation. Les économistes n'ont pas pour habitude de dévoiler la hiérarchie des valeurs sous-jacentes à leurs discours. Nous considérons comme acquis le fait que tous partagent les valeurs implicites admises comme des axiomes par notre corporation : l'efficacité, la productivité, la compétitivité, la croissance, éventuellement une répartition équitable du revenu. Cependant, très rares sont les chercheurs qui, souhaitant aller plus loin, font intervenir d'autres valeurs.

Certains économistes du monde universitaire sont heureux de s'adresser à un public plus large ou à des lecteurs soucieux de s'informer. Même ceux qui ne s'y hasardent pas exercent une influence indirecte. Les chefs de file parmi les hommes politiques, les hommes d'État, les hommes d'affaires, les journalistes et les experts, c'est-à-dire ceux qui forgent l'opinion publique, tiennent compte de ce qu'ils écrivent. En conséquence, nous pouvons non seulement contribuer à une amélioration des résultats de la grande transformation en faisant des recommandations de politique économique pertinentes mais encore contribuer à une analyse plus informée et équilibrée de la réalité et aider ainsi les gens à évaluer correctement les changements.

La grande transformation a pris fin en Europe centrale et orientale. Combien de fois ai-je eu droit à la remarque ironique de mes collègues : « Autant pour vous et votre étrange science de la "transitologie" », mais je n'en ai pas été ébranlé. Comment la transformation de la Chine et du Vietnam se poursuivra-t-elle ? Que se passera-t-il à Cuba ? Comment la grande transformation va-t-elle s'opérer en Irak sous occupation militaire étrangère ? Et en Iran ? Et dans les pays musulmans ?

Chaque transformation est différente. Toutes cependant comportent des éléments communs et nous ne pouvons véritablement comprendre les propriétés uniques de chaque pays que si nous le comparons aux autres. De ce point de vue, la « transitologie » n'a nullement achevé sa mission. Elle n'a, à vrai dire, même pas amorcé le travail de fond requis. Aussi ne me reste-t-il qu'à souhaiter que ce texte suscite une étude attentive de la masse des connaissances accumulées sur le sujet.

(Traduit de l'anglais par Madeleine Tchimichkian)

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES¹⁸

- BLOCH M. (1989) [1939], *Feudal Society*, London: Routledge.
- BRAUDEL F. (1972-1973) [1949], *The Mediterranean and the Mediterranean World in the Age of Philip II*, New York: Harper and Row.
- BRAUDEL F. (1992) [1969-1979], *Civilization and Capitalism, 15th-18th century. I-III; I. The Structures of Everyday Life; II. The Wheels of Commerce; III. The Perspective of the World*, Berkeley: University of California Press.
- BRENNER R. (1976), « Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe », *Past and Present*, 70, pp. 30-75.
- BURKE P. (1990), « Interview Conducted by Karl Vocelka and Markus Reisenleitner », <http://www.univie.ac.at/Neuzeit/gburke.htm>
- CAMPOS N. F. & CORICELLI F. (2002), « Growth in Transition: What We Know, What We Don't, and What We Should », *Journal of Economic Literature*, 40(3), September, pp. 793-836.
- CSABA L. (2005), *The New Political Economy of Emerging Europe*, Budapest: Akadémiai.
- DAHL R. A. (1971), *Polyarchy: Participation and Opposition*, New Haven: Yale University Press.
- EUROPEAN BANK FOR RECONSTRUCTION AND DEVELOPMENT (2002), *Transition Report*, London: EBRD.

18. Les références uniquement utilisées pour les sources statistiques des tableaux sont exclues sauf si la source provient d'un article ou d'un livre publié.

- EUROPEAN COMMISSION (2003), *Comprehensive Monitoring Report of the European Commission of 5 November 2003 on the State of Preparedness for EU Membership of the Czech Republic, Estonia, Cyprus, Latvia, Lithuania, Hungary, Malta, Poland, Slovenia and Slovakia*, 675 final, Brussels: European Union.
- HAGGARD S. & KAUFMAN R. R. (2005), *The Political Economy of Democratic Transitions*, Princeton: Princeton University Press.
- HAYEK F. von (1944), *Road to Serfdom*, Chicago: University of Chicago Press.
- HALMAN L. (2001), *The European Values Study: A Third Wave*, Tilburg: EVS, WORC.
- HIRSCHMAN A. O. (1982), *Shifting Involvements*, Princeton: Princeton University Press.
- HUNTINGTON S. P. (1991), *The Third Wave: Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman: University of Oklahoma Press.
- KARAMZIN N. M. (2003) [1789-1790], *Letters of a Russian Traveller*, Oxford: Voltaire Foundation.
- KLANICZAY G. (2001), « The Middle Ages », in N. J. Smelser and P. B. Baltes, ed., *International Encyclopaedia of the Social & Behavioral Sciences*, Amsterdam: Elsevier, 14, pp. 9785-9792.
- KOLODKO G. (2000), *From Shock to Therapy: The Political Economy of Post-socialist Transformation*, Oxford: Oxford University Press.
- KORNAI J. (1980), *Economics of Shortage*, Amsterdam, New York: North-Holland Pub. Co.
- KORNAI J. (1992), *The Socialist System*, Princeton - Oxford: Princeton University Press - Oxford University Press.
- KORNAI J. (1998), *From Socialism to Capitalism: What is Meant by the 'Change of System'*, London: Social Market Foundation.
- KORNAI J. (2000), « Ten Years After "The Road to a Free Economy", The Author Self-Evaluation », in B. Pleskovic and N. Stern, ed., *Annual World Bank Conference on Development Economics 2000*, Washington, DC: The World Bank, pp. 49-66.
- LE GOFF J. (1982) [1977], *Time, Work, & Culture in the Middle Ages*, Chicago: University of Chicago Press.
- MADDISON A. (2003), *The World Economy: Historical Statistics*, Paris: OECD, Development Centre Studies.
- McFAUL M. (2002), « The Fourth Wave of Democracy and Dictatorship », *World Politics*, 54, pp. 212-244.

- O'DONNELL G. A., SCHMITTER P. C. & WHITEHEAD L. (1988), *Transitions from Authoritarian Rule: Comparative Perspectives*, Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- OFFE C. (1996), *Varieties of Transition: The East European and East German Experience*, Cambridge, MA: Polity Press.
- PIRENNE H. (1937) [1933], *Economic and Social History of Medieval Europe*, New York: Harcourt, Brace and World Inc.
- POLÁNYI K. (1962) [1944], *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston: Beacon Paperback nr. 45.
- PRZEWORSKI A. (1991), *Democracy and the Market*, Cambridge: Cambridge University Press.
- RAEDS P. (2001), « When Were the Middle Ages? », in S. Sogner, ed., *Making Sense of Global History, The 19th International Congress of the Historical Sciences Oslo 2000 Commemorative Volume*, Oslo, pp. 292-307.
- ROLAND G. (2000), *Transition and Economics: Politics, Markets, and Firms*, Cambridge, Mass: MIT Press.
- ROSE R. (2002), *A Bottom up Evaluation of Enlargement Countries: New Europe Barometer 1*, Glasgow, UK: Centre for the Study of Public Policy.
- ROSE R. (2005), *Insiders and Outsiders: New Europe Barometer 2004*, Glasgow: Centre for the Study of Public Policy.
- ROSE-ACKERMAN S. (2005), *From Elections to Democracy*, Cambridge: Cambridge University Press.
- RUESSCHEMEYER D., STEPHENS E. H. & STEPHENS J. D. (1992), *Capitalist Development and Democracy*, Cambridge: Polity Press.
- SANFEY P. & TEKSOZ U. (2005), « Does Transition Make You Happy? », *EBRD Working Paper No. 91*, London: European Bank for Reconstruction and Development.
- SCHMITTER P. C. & KARL T. L. (1991), « What Democracy Is ... And Is Not », *Journal of Democracy*, 2(3), pp. 76-88.
- SCHUMPETER J. (1942), *Capitalism, Socialism and Democracy*, New York: Harper and Brothers.
- STIGLITZ J. (1999), « Whither Reform? », *Annual Bank Conference on Development Economics*, April, Washington, DC.
- SVEJNAR J. (2002), « Transition Economies: Performance and Challenges », *The Journal of Economic Perspectives*, 16(1) (Winter), pp. 3-28.

- TILLY C. (1984), *Big Structures, Large Processes, Huge Comparisons*, New York: Russel Sage Foundation.
- TÓTH I. Gy. (2004), « Income composition and inequalities 1987-2003 », in T. Kolosi, I. Gy. Tóth and Gy. Vukovich, ed., *Social Report 2004*, Budapest: TÁRKI, pp. 72-93.
- USHER D. (1981), *The Economic Prerequisite to Democracy*, Oxford: Basil Blackwell.
- WAGNER M. & HLOUSKOVA J. (2005), « CEEC Growth Projections: Certainly Necessary and Necessarily Uncertain », *Economics of Transition*, 13(2), pp. 341-372.
- WALLERSTEIN I. (1974), *The Modern World-System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*, New York: Academic Press.
- WALLERSTEIN I. (1979), *The Capitalist World-Economy*, Cambridge: Cambridge University Press.

